

JOURNAL
BELGE
MONDIAL !

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

Interview d'Alain Deneault

**SYRIE : QUELLES
RESPONSABILITÉS
DE NOS
GOUVERNEMENTS ?**

Daniel Zink
Page 6

LE TOTALITARISME DES MULTINATIONALES

Pages 12-13

**QUAND LES
RICHES FONT
SÉCESSION**

Alain Adriaens
Pages 16-17

**LE TOURISME
N'EST PAS UN
HUMANISME**

Rodolphe Christin
Page 14

**LE VRAI
SCANDALE HULOT**

Vincent Cheynet
Page 15



Illustration : Nadia Berz

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Fernand Bernier, 15, 1060 Saint-Gilles, Bruxelles



SOMMAIRE

GARE AU SILENCE RADIO(-ACTIF)

Thierry Bourgeois et Laetitia Harutunian / Page 3

BON ANNIVERSAIRE !

Jean-Pierre L. Collignon / Page 4

RADIOSCOPIE DU TERRORISME

Bernard Legros / Pages 5 & 11

SYRIE : QUELLES RESPONSABILITÉS DE NOS GOUVERNEMENTS ?

Daniel Zink / Page 6

ÉTAT D'URGENCE : ENTRE VIDE DE PENSÉE ET SOUFFRANCE CIBLÉE

Graziella Van Loo / Page 7

IMPÉRIALISME CONTRE EMPIRE (1^{ÈRE} PARTIE)

Jean-Claude Paye / Pages 8-9

LA TRANSITION IDENTITAIRE

Michel Weber / Pages 10-11

LE TOTALITARISME DES MULTINATIONALES

Interview d'Alain Deneault, par Alexandre Penasse
Pages 12-13 & 17

LE TOURISME N'EST PAS UN HUMANISME

Rodolphe Christin / Page 14

LE VRAI SCANDALE HULOT

Vincent Cheynet / Page 15

QUAND LES RICHES FONT SÉCESSION

Alain Adriaens / Pages 16-17

CLIMAT : DES TEMPÊTES D'ÉMOTIONS À VENIR

Pablo Servigne, Raphaël Stevens & Gauthier Chapelle
Page 18

REPENSER LE TRAVAIL

Didier Harpagès / Page 19

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ET ACCÉLÉRATION DE LA DETTE ÉCOLOGIQUE

Robin Delobel / Page 20

FILS DE PUB

Alain Adriaens / Page 21

VU, LU, ENTENDU / AGENDA

Pages 22-23

ILLU LIBRE/APPEL AUX LIBRAIRES

Page 24

CEUX QUI DÉFONT - ET FONT - LES *FAKE NEWS*

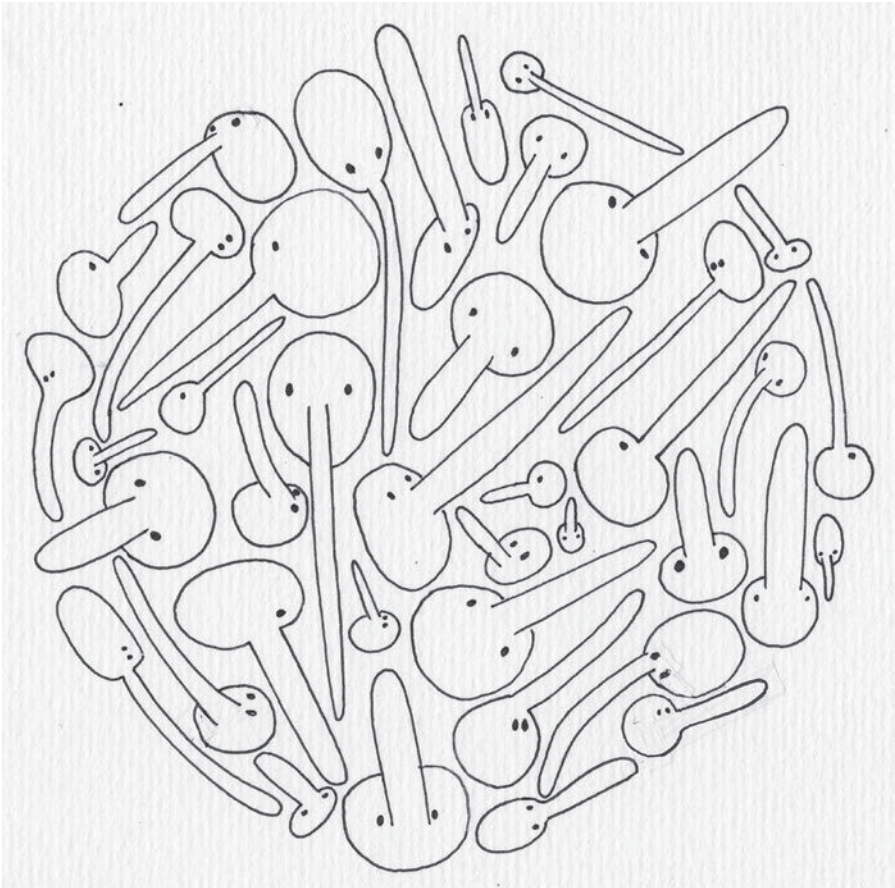


Illustration : Leïonore Frenois

Celui qui a le pouvoir de décréter quelles informations relèvent ou ne relèvent pas du domaine des *Fake News* a, a priori paradoxalement, également celui de créer les *Fake News*. Maîtrisant la capacité de dire ce qui est ou non vérité, ce qui a eu lieu ou non, et les réseaux de communication pour le dire, il peut propager toutes les idées qui lui servent, sans avoir à s'en justifier. Dans ce processus, les contradictions et les faits n'ont pas d'importance, il suffit de dire. L'énonciation se suffit à elle-même et, comme émanant de dieu, la parole se fait vérité. Qu'importe donc si les faits ne sont pas avérés, si des témoignages prouvent le contraire de ce qui est dit, si la concordance de temps rend la chose impossible, ou si une absence complète de logique dans l'action reprochée à l'ennemi rend celle-ci tout à fait incohérente et improbable.

Dans ce nouveau mode de production de la réalité, où l'on feint de lutter contre la désinformation alors qu'on en est le principal agent, le passé n'a aucune sorte d'importance et ne peut rien nous apprendre. Certes, on célèbre le Soldat inconnu où l'on commémore les génocides et hécatombes passés, mais jamais on ne tire d'enseignement de l'histoire pour ne pas la répéter. Les mensonges ayant justifié les interventions occidentales en Irak et en Libye, une fois rendus publics, ne tempèrent nullement les vellétés guerrières des gouvernants et des médias qui leur sont indispensables pour préparer l'opinion.

Les indignations ici sont sélectives. Rien ou presque quand les snipers de Tshal tirent sur les Palestiniens comme des pigeons⁽¹⁾ ; silence sur les crimes de masse au Yémen, orchestrés par l'Arabie saoudite ; peu sur les morts et destructions de « l'Armée syrienne libre ».

Humanisme intéressé, où il s'agit de sélectionner les victimes dignes d'intérêt et, s'il faut, inventer des faits pour stimuler émotivement la population. Les anciens amis deviennent très vite des tyrans, dès lors qu'ils ne se plient plus au diktat occidental. Les amis qui le demeurent, et donc obéissent, eux peuvent continuer à tyranniser leur peuple : tant que le commerce se fait, on fermera les yeux.

Le pire peut-être, dans cette formidable amnésie organisée, est que ce sera dans les journaux les plus conservateurs des médias de masse, que nous pourrions parfois lire les analyses les plus pertinentes parmi le fatras de désinformation.⁽²⁾ Sans oublier d'où ils parlent, ce qu'ils disent sur la plupart des sujets et leur propagande classique qui les identifie aux autres médias de masse, nous ne manquerons toutefois pas de reconnaître, s'il y a lieu, la pertinence épisodique de leurs propos. Mais l'honnêteté intellectuelle comme ligne de conduite à suivre nous enjoindra d'apprécier également l'ineptie de certaines productions, alors même qu'elles émanent de médias considérés comme alternatifs⁽³⁾.

Alexandre Penasse

(1) « Controverse sur la vidéo d'un sniper israélien », Le Figaro, 10 avril 2018.
(2) Par exemple, l'article du Figaro, que relaie le site les-crises.fr : <https://www.les-crises.fr/pourquoi-la-france-ne-doit-pas-sassocier-aux-frappes-en-syrie-par-caroline-galacteros/>
(3) « Frappes en Syrie: un avertissement pour Damas », Mediapart, 14 avril 2018.

GARE AU SILENCE RADIO(-ACTIF)



Illustration : Sophie Le Greille

La cause de la col-lapsologie (étude de l'effondrement de notre société thermo-indus-trielle) semble une cause entendue, à tout le moins dans les pages de ce jour-nal. Une notion est pour-tant rarement abordée : qu'adviendra-t-il de nos centrales nucléaires dans un tel contexte ? Cette question est entourée d'un véritable tabou. Dans une des seules publications sur le sujet, Pablo Servigne souligne que les écrits sur le nucléaire après le pétrole sont rares. Les in-formation qu'il nous donne sont cependant cru-ciales : « Une centrale nucléaire est la seule installa-tion énergétique à ne pas pouvoir être arrêtée, voire abandonnée, du jour au lendemain. Il faut des mois de travail, d'énergie et de manutention pour refroidir les réacteurs. Or, s'il y a effondrement économique, comment maintenir les techniciens et ingénieurs à leurs postes ? S'il y a une rupture d'approvision-nement en énergie, et en particulier en pétrole, les procédures d'arrêts seront-elles toutes opération-nelles ? »⁽¹⁾. Piero San Giorgio écrit : « Nous ne pou-avons pas laisser des centaines de réacteurs nu-cléaires à l'abandon fondre les uns après les autres, expulsant dans les airs et les cours d'eau une radia-tion mortelle. »⁽²⁾

Cette question est-elle cependant aussi grave ? Peut-on espérer que les responsables politiques ou industriels aient pris les mesures nécessaires à un arrêt rapide et sans danger des réacteurs ? Il faut savoir que le simple arrêt d'urgence prévu en cas de problème n'est qu'une mesure toute temporaire : il est encore nécessaire de refroidir en continu le réacteur qui produit encore 7% de son énergie de fonctionnement⁽³⁾. Ce qui, vu la capacité d'un réac-teur, reste énorme. Quand on sait que le plan fédéral pour un incident nucléaire s'arrête à INES-5⁽⁴⁾ parce qu'un incident de niveau 6 ou 7 serait d'une ampleur telle que les autorités ne pourraient le gérer, cela ne rassure pas vraiment. Nous savons qu'actuelle-ment 450 réacteurs nucléaires civils sont en activité dans le monde, dont 144 en Europe⁽⁵⁾ (la plus grande concentration de population et de réacteurs en ac-tivité). Au vu de ces éléments, nous comprenons ais-ément pourquoi ce sujet redoutable semble être la bête noire de la collapsologie.

Nous avons trouvé instructif de prendre connais-sance des études liées au risque terroriste. L'in-formation est encore plus confidentielle. Laure Noualhat dans son documentaire⁽⁶⁾ ne dévoile pas l'intégralité des informations récoltées au cours de

leur enquête et Greenpeace France ne livre qu'un résumé de leur rapport⁽⁷⁾. Ce qu'on y apprend est malgré tout éloquent. Prenons la question des pis-cines d'entreposage du combustible usé. Celui-ci est hautement radioactif. Il doit être refroidi par un apport constant en eau. Les piscines sont de simples bassins sans protection particulière. Fuku-shima a mis en évidence le risque d'un relâchement massif de radioactivité en cas de perte durable de la capacité de refroidissement. Quand on sait que par-mi les conséquences probables d'un effondrement figurent des coupures de la distribution d'eau... Faut-il imaginer les employés des centrales trans-porter des seaux d'eau pour assurer le refroidisse-ment ? Sans pétrole abondant, nous n'aurons pas à notre disposition les moyens démesurés dont nous disposons aujourd'hui pour gérer les accidents. De plus, il ne s'agira pas d'accidents ponctuels, comme Tchernobyl ou Fukushima, mais bien de réacteurs et de bassins de refroidissement qui se transforme-raient dans des périodes rapprochées en sources permanentes de radioactivité mortelle...

Une université autrichienne a mené une étude poussée sur la contamination radioactive en cas d'accident majeur dans les réacteurs européens⁽⁸⁾. Pour chaque réacteur, dans 88 situations météo-rologiques au cours de l'année 1995, on peut voir comment les nuages radioactifs se répandraient. Cela permet de réaliser qu'en cas d'accident majeur un seul réacteur aurait la capacité à lui seul d'irra-dier l'Europe toute entière. Or, rappelons que nous avons 144 réacteurs en activité à ce jour sur notre continent⁽⁹⁾.

Nous ne savons pas ce que représenterait au ni-veau mondial un accident majeur dans l'ensemble des réacteurs. La question mérite d'être posée car c'est un scénario possible. Les conséquences de la fin du pétrole abondant sur la gestion des cen-trales est un sujet d'une gravité extrême. Le sen-timent d'horreur et d'impuissance qu'il suscite est sans égal. Pablo Servigne en dit : « Je ne conseille pas d'aller plus loin... si vous voulez préserver une certaine santé mentale. »⁽¹⁰⁾ Nous pensons, quant à nous, qu'il faut aller plus loin, par-delà ce sentiment d'horreur et d'impuissance. Rappelons-le, en ma-

tière de collapsologie, lu-cidité et courage sont de mise. Ayons l'audace d'af-fronter cette question et de ne pas succomber à la tentation du déni ou du ta-bou. Abordons-la publi-quement. Diffusons-la le plus largement possible. Comme le dit Bouli Lan-ners : « Il faut communiquer (...) il faut que les gens sachent. Parce que quand les gens sont au courant de la réalité des choses, une nouvelle conscience collective s'installe et on peut, nous aussi, faire pression sur le gouvernement »⁽¹¹⁾.

Un pronostic fatal vient d'être posé. Nous avons le droit d'en refuser l'inéluctabilité. Dans les cas de rémissions « miraculeuses » de cancer avancé, deux facteurs essentiels de guérison sont le refus de cette fatalité (à distinguer du déni) et un engage-ment personnel important dans son processus de guérison⁽¹²⁾. L'espoir, après avoir eu la lucidité et le courage d'admettre les faits, n'est plus une option, c'est un devoir moral, un ingrédient incontournable pour conserver une chance de sauvegarde.

Quant à l'engagement personnel, on peut l'envisa-ger ainsi : à partir du moment où l'on a conscience du risque nucléaire post-effondrement, la plus grande urgence est d'obtenir l'arrêt rapide de tous les ré-acteurs. Mettons toute notre énergie à atteindre ce but⁽¹³⁾. Et sortons du silence radio.

Thierry Bourgeois et Laetitia Harutunian

(1) P. Servigne, « Le nucléaire pour l'après-pétrole », Barricade, février 2014, p. 7 et 8.
(2) P. San Giorgio, « Survivre à l'effondrement économique », *Le Retour aux Sources*, 2011 p. 179.
(3) G. Girardin, chercheur en génie nucléaire, site de l'école polytechnique fédérale de Lausanne.
(4) *International Nuclear Event Scale*, mesure la gravité d'un accident nucléaire civil. Le niveau 5 entraîne « un risque hors du site ». 6 ou 7 sont respectivement des accidents graves et majeurs.
(5) Données de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique.
(6) *Sécurité nucléaire* : le grand mensonge.
(7) Résumé du rapport *Sécurité des centrales nucléaires* (2017), publié le 10 octobre 2017
(8) <http://flexrisk.boku.ac.at>
(9) Site de l'AIEA.
(10) P. Servigne, Op. cit., p. 11.
(11) Dans « Nous ne serons jamais des potes », texte de la vidéo Facebook du samedi 14 octobre 2017 de Bouli Lanners.
(12) Cf. Kelly A. Turner, *Les 9 clés de la rémission*, Flammarion, 2017.
(13) En interpellant par exemple son conseil communal, cf. le site de l'asbl Fin du Nucléaire.

BON ANNIVERSAIRE !

Nous n'irons pas par quatre chemins. Comptons plutôt les bougies : 50. Et moi, 73. Donc. J'avais 23 ans. Jeune marié juste après le service militaire (c'est fou le nombre de gens formidables croisés en ces temps lointains !). Et puis : paf. Paf ! Parfaitement. Ce printemps-là, j'achetais *Le Monde* tous les jours, je regardais la télé, je faisais la navette entre Liège et Bruxelles pour le petit sympa boulot que j'exerçais, on était une bande de super copains-navetteurs et ça discutait ferme. Je le dis avec la plus extrême conviction : j'étais abasourdi, bouleversé, remué, tourneboulé. Les avis étaient partagés, dans le compartiment enfumé de l'aller et du retour. C'est qu'il y avait là des gens de tous bords, de toutes professions. De braves fonctionnaires des ministères de ceci et de cela, des cadres de sociétés, des politiques en veine de promotions ; bref, un peu de tout. Et moi, au milieu de tout ça. Jusque-là, mes ambitions se bornaient à acquérir une Mini Cooper, à acheter un petit chien genre teckel, choyer ma petite famille, aller au stade de Sclessin voir les « Rouches » étriller les « Mauves », rien de bien emballant, en somme. Mais c'était ma petite vie et je m'en accommodais. Et puis, au risque de me répéter : paf. La gifle, la baffe, la dérouillée, le poing dans ma petite gueule.

Il y avait, dans *Le Monde*, seul journal à peu près à ne pas être en grève, des témoignages extraordinaires : les gens, d'un immeuble à l'autre, des voisins de palier, des inconnus d'hier, des jeunes et des vieux, des prolos et des profs d'université, des paysans et des journalistes se parlaient, s'engueulaient, se disputaient dans les rues jonchées des pavés de la nuit d'émeute passée, des épaves de voitures calcinées, dans l'odeur âcre et persistante des lacrymogènes. Et puis, on ne saura sans doute jamais pourquoi, les étudiants, épuisés par les nuits d'émeutes et de batailles farouches avec les CRS, ont été rejoints, spontanément et au nez et à la barbe des organisations syndicales, par les ouvriers des usines de France, les gens de l'ORTF, les footballeurs et les artistes, les cinéastes et les comédiens, les écrivains et les poètes, les gens de peu et les concierges, les toubibs et les infirmières, les rêveurs et tous les autres. Dans les cabinets des ministères vides de fonctionnaires, on faisait les cartons, on vidait les placards, on brûlait les archives, on se préparait à la fuite ou à l'exil et le Général-Président de la République se taisait ou parlait pour ne rien dire sinon que « *la réforme, oui, la chienlit, non !* » Et partout, de plus en plus, dans toutes les villes, toutes les provinces et tous les départements, on débattait, discutait, à n'en plus finir. Il y avait un soleil du tonnerre de dieu et les mots brillaient comme le diamant.

Les mots : Égalité. Solidarité. Unité. Fraternité, sortant des milliers de gorges de rassemblements inouïs ; du jamais vu depuis 1936. Les mots sur les murs, sur les centaines d'affiches qui sortaient des ateliers des beaux-arts, les mots, les idées, les envies, les espoirs et les rêves ; les mots, partout. Dans les ateliers, les bureaux, les écoles, les universités et les usines occupées, ça riait, palabrait et chantait sur tous les tons. Et des millions de grévistes prêts à aller jusqu'au bout. Au bout de quoi ? On ne le savait pas, on ne voulait pas le savoir, on allait bien voir, le temps ne comptait plus, il s'écoulait comme un torrent formidable qui charriait les idées et les concepts, les projets fous et les milliers d'utopies qui poussaient partout dans un désordre merveilleux. Moi, j'étais une éponge. J'absorbais tout, je me nourrissais avec une avidité émerveillée. Il se pas-

sait *quelque chose*. Quelque chose de proprement inouï, d'in vraisemblable, quelque chose de colossal. Un mois plus tôt, *Le Monde* titrait : « *La France s'ennuie* ». Et une colère joyeuse et enthousiaste avait suivi, contre toute attente. Encore que. L'année d'avant avait vu se multiplier les grèves spontanées dans plusieurs centres de production de l'hexagone, les affrontements violents entre jeunes ouvriers et les forces de l'ordre étaient monnaie courante et les situationnistes avaient publié, à Strasbourg, aux frais de l'UNEF, le fameux *De la misère en milieu étudiant* à des milliers d'exemplaires.



Illustration: Sara Gréselle

Et donc. Je ne serais pas en train de rédiger tout ceci dans un désordre qu'on me pardonnera, j'en suis sûr ; je n'aurais jamais été contacté par Alexandre Penasse pour faire partie de la formidable équipe de *Kairos*, je n'aurais pas eu le bonheur de rencontres décisives, de lectures enthousiasmantes, de participation à une foulditude d'événements passionnants ; enfin, bref, je ne serais pas qui je suis aujourd'hui si je n'avais pas connu et vécu le choc salutaire de ce mois de mai là. Et foin de cette « commémoration » telle qu'elle va être organisée par telle ou telle instance, tout cela est de peu d'importance. Ceux

qui, ces temps derniers, se sont retrouvés à battre le pavé de Paris et d'autres villes de province pour protester contre la politique menée par le pouvoir en place sont, eux, à n'en pas douter, vaguement conscients que ce qu'ils vivent a à voir avec ce qui s'est passé il y a 50 ans. Mais, comme on le sait, l'Histoire ne se répète pas, elle bégaie. Et elle ne repasse pas les plats.

Salut et Fraternité !

Jean-Pierre L. Collignon

RADIOSCOPIE DU TERRORISME

« [...] le totalitarisme, en son “minimum”, n’est pas obligatoirement terroriste. »

Marc Weinstein

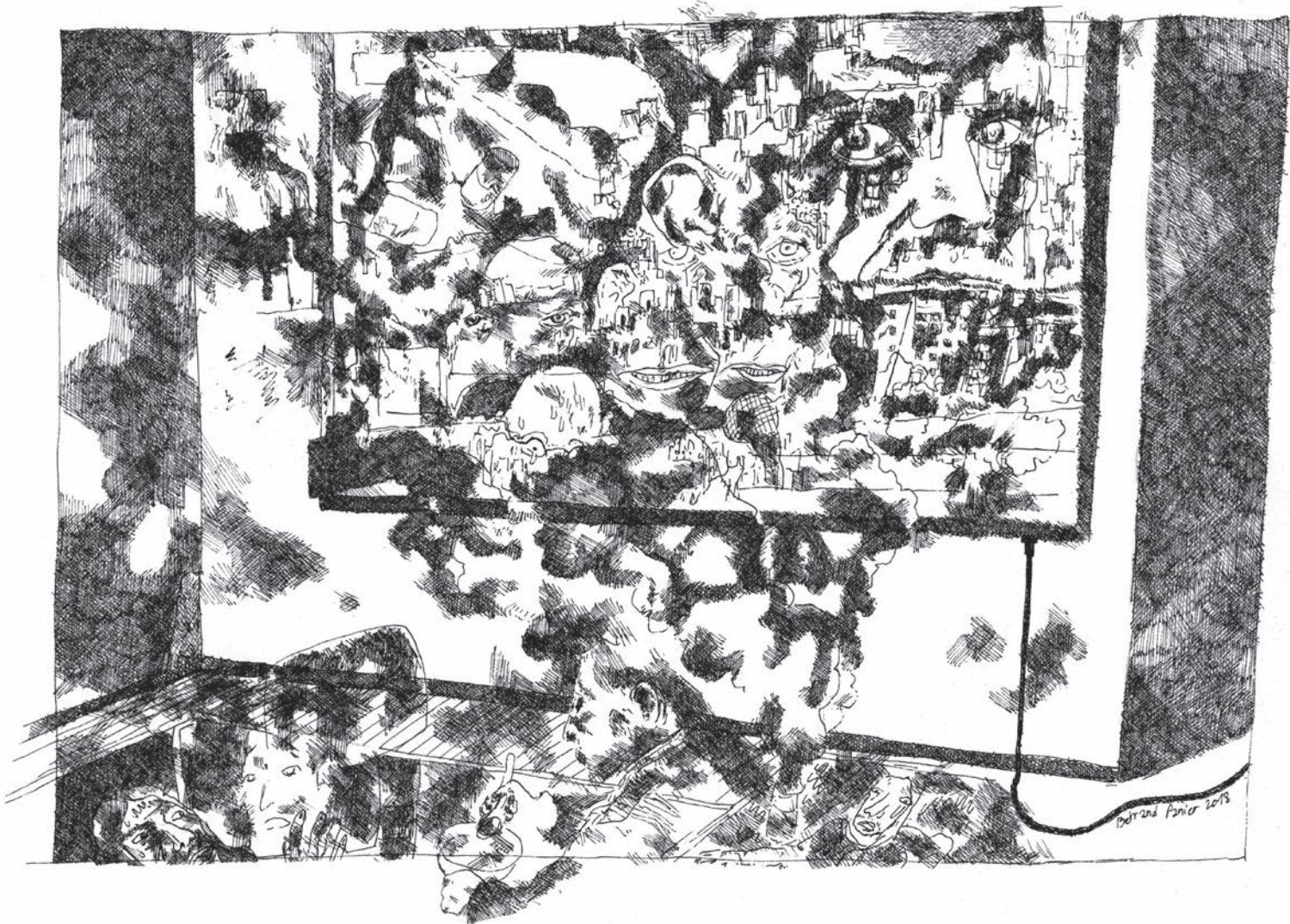


Illustration: Bertrand Panier

Le 9 mars dernier, le Musée de la guerre de Bastogne et l’association Tempora organisaient le colloque « Le terrorisme : sommes-nous en guerre ? ». Vu la capacité des sociétés modernes d’être réflexives - dans certaines limites ! -, il n’est pas étonnant que ce sujet crucial ait fini par être à l’ordre du jour. Sujet crucial, certes, mais qui a aussi l’inconvénient de capter excessivement l’attention des électeurs-consommateurs au détriment du reste des affaires publiques, de par sa forte présence médiatique et son taux élevé d’émotions et de sensationnalisme. Ce que l’on appelle aujourd’hui le terrorisme tient à la fois de l’épouvantail et de l’épouvante bien réelle, ce qui en fait un objet sociologique à manier avec précaution. On ne peut ni le nier, ni trop le relativiser et encore moins l’absolutiser.

Ce jour-là, la salle Jean XXIII était pleine d’environ 500 participants sous bonne surveillance policière. Sur une musique haletante, un court film au montage nerveux montrant une avalanche de plans de divers attentats depuis le 11 septembre 2001 servait de mise en bouche (et de conditionnement psychologique ?), avant de voir apparaître l’un des organisateurs de l’événement, Elie Barnavi, qui introduisit l’histoire du concept de terrorisme, qu’il soit physique, psychologique ou diplomatique, de gauche ou de droite, étatique ou révolutionnaire, laïque ou religieux. Le terrorisme faisant toujours des victimes innocentes et au hasard, l’assassinat politique ciblé ne ressortit pas à cette définition*. Régis Debray lui succéda pour la leçon inaugurale, un moment fort de la journée. « *Qu’est-ce qui pousse un individu à tuer au hasard des innocents qui ne lui ont rien fait,*

au nom de Dieu, et de trouver cela salubre pour soi-même ? », est la question qu’il développa sous l’angle de l’anthropologie religieuse. Autrement dit, il explora la question du sens. Chez les djihadistes, Éros et Thanatos se confondent, car le sacrifice de leur vie terrestre représente le meilleur moyen de la prolonger dans l’au-delà. Ils ne sont donc pas « nihilistes », comme on l’entend souvent. Ce sens du sacré, doublé d’une impatience messianique et millénariste, ne disparaîtra pas par les vertus (sic) de la mondialisation économique, et la tendance anomique de la politique actuelle ne peut que l’aviver. La « guerre au terrorisme », même dotée de sa supériorité technologique, ne pourra venir à bout d’une conviction. La question de l’avenir, selon Debray, doit être à nouveau posée dans l’Occident séculier, en évitant les erreurs passées que furent la fuite en arrière réactionnaire des théocraties et la fuite en avant progressiste du communisme. Mais n’avons-nous pas tort de nous réfugier aujourd’hui dans le présentisme ? Nous ne parvenons plus à mettre en rapport ce qui nous arrive et ce qui doit advenir ; nous savons ce qu’il faut éviter mais ne savons pas ce qu’il faudrait accomplir, un phénomène neuf dans l’histoire humaine. Un monde sans futur substantiellement différent du présent n’est-il pas un monde sans esprit, conclut Debray.

La suite allait voir se succéder à la tribune principalement les géopolitologues Gérard Chaliand, Alexandre Defay, Frédéric Encel et Didier Leroy qui essayèrent de positionner la notion le mieux possible dans le contexte global. Chaliand refit l’histoire du terrorisme moderne depuis une date-clé, 1979, qui vit la révolution iranienne et l’invasion de l’Afghanistan par l’armée soviétique, en insistant sur le rôle déterminant de la religion, en l’occurrence l’is-

lamisme radical. Celui-ci exploite la propension des médias occidentaux, friands d’audimat, à relayer en permanence ses multiples exactions, obtenant ainsi l’effet psychologique attendu sur les populations désormais terrorisées. Chaliand termina sur une fausse note en évoquant la Chine, dont la croissance économique représenterait un bon dérivatif pour éviter la tentation terroriste, exemple à suivre par le monde musulman, dit-il ! Le spécialiste de l’éducation aux médias Yves Collard analysa le rôle des réseaux sociaux à l’ère du *big data*, de la fin du modèle centralisé d’information, de la « radicalisation » - ou plutôt de l’engagement - des jeunes. À elle seule, la Toile n’est finalement pas le moteur du passage à l’acte violent, comme peuvent l’être par contre un séjour en prison ou un entraînement paramilitaire. Spécialiste des relations internationales, Frédéric Encel contesta la notion de terrorisme d’État, formule dépassée aujourd’hui, selon lui, bien que véhiculée par les terroristes eux-mêmes. Son exposé ethnocentriste déroula le tapis rouge aux États dits démocratiques frappés par le terrorisme, bien qu’il reconnaisse que certaines démocraties aient pu pratiquer légalement des politiques de terreur hors de leurs territoires, au temps de la colonisation. Fait emblématique, la référence à l’État a aujourd’hui disparu des dictionnaires dans la définition du terrorisme, pour ne plus s’appliquer qu’à des « groupes ». Alexandre Defay décortiqua le phénomène du cyber-terrorisme, terme inventé en 1996. Le cyber-espace continue à se développer en créant des espaces immatériels d’enjeux et de rivalité, ayant cependant des effets dans le réel. La crainte légitime de la puissance des nouvelles technologies s’y ajoute. Le cyber-espace peut être utilisé « à l’ancienne » pour la propagande, le recrutement et le financement, ou d’une manière inédite, d’une part avec la cyber-déstabilisation qui

SYRIE : QUELLES RESPONSABILITÉS DE NOS GOUVERNEMENTS ?

Le conflit syrien pourrait connaître une extension majeure. Sommes-nous bien informés, au sujet des responsabilités principales ? Il faut revenir aux origines de cette guerre et à des faits le plus souvent occultés.

Témoignages éloquentes, relayés par le Guardian : Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères français, affirme qu'en 2009, des membres du pouvoir britannique lui ont confié qu'ils préparaient une invasion de la Syrie⁽¹⁾. Dans le même sens, selon un ancien n° 1 du commandement de l'OTAN en Europe, des gens très puissants, aux USA, ont prévu de faire tomber les gouvernements d'une série de pays vus comme des obstacles à leur politique, dont la Syrie⁽²⁾. Et en effet, une bonne partie de ces pays ont été attaqués. En outre, quatre d'entre eux sont frontaliers et qualifiés de croissant chiite menaçant. La Syrie y est le maillon faible – et donc une cible désignée –, étant dirigée par des membres d'une communauté minoritaire.

Autres faits significatifs : peu avant cette guerre, le Qatar a présenté à la Syrie un projet de gazoduc qui aurait traversé ce pays pour approvisionner l'Europe, et aurait présenté un intérêt stratégique pour ses promoteurs (pétromonarchies et Occidentaux). Les dirigeants syriens ont préféré un projet favorable à la Russie, ce qui a provoqué la colère des promoteurs en question, devenus ensuite des soutiens zélés des rebelles⁽³⁾. Et durant la guerre, la collaboration traditionnelle avec les monarchies pétrolières a battu son plein : milliards de dollars qatariens⁽⁴⁾ et saoudiens⁽⁵⁾ investis en France notamment (la Belgique est aussi concernée⁽⁶⁾), décorations mutuelles entre dirigeants français et saoudiens⁽⁷⁾...

La contestation populaire n'a certes pas été créée par les ennemis du pouvoir syrien, mais instrumentalisée et massivement attisée par eux. Les USA, la France, le Royaume-Uni ont livré des armes aux rebelles pour une valeur de plusieurs milliards de dollars au total⁽⁸⁾.

Tout cela est-il toujours actuel ? Début 2018, un ancien rédacteur en chef de RFI révèle qu'un câble diplomatique britannique, qui vient de fuiter, formule cet objectif occidental-saoudien, pour la Syrie : par tous les moyens, alimenter et multiplier les hostilités, et saboter les efforts de conciliation des Russes.⁽⁹⁾

Cette information éclaire aussi l'attribution d'attaque chimique au gouvernement syrien, attribution qui n'a aucune crédibilité : ce gouvernement est clairement gagnant militairement, et sait que ses ennemis à l'étranger sont à l'affût de tout prétexte. Ce sont les groupes rebelles en déroute – et leurs soutiens – qui ont tout intérêt à ce que de telles accusations soient suscitées.

ILLUSIONS ET MENSONGES

Malgré ses mauvaises raisons, cette guerre pourrait-elle apporter du positif ? Rappelons que le monde arabo-musulman fait partie des nombreuses régions où les classes moyennes sont globalement précaires, minoritaires et récentes⁽¹⁰⁾. Les chercheurs des sciences humaines s'accordent sur l'idée que des classes moyennes fortes sont un préalable au dépassement des oligarchies et des tendances communautaristes – sources de violence plutôt que de dialogue, surtout lors des crises.⁽¹¹⁾ Or, dans les pays concernés, les classes moyennes se développaient. Ces sociétés auraient fini par réussir les dépassements en question, par elles-mêmes. Loin de favoriser cette évolution, les interventions occidentales ont tendance à l'anéantir. Notamment en Irak, où l'embargo a pulvérisé une classe moyenne qui était la plus importante de la région.⁽¹²⁾ Qu'en était-il de la Syrie, à la veille de la guerre ? Là aussi, les communautarismes n'étaient pas suffisamment dépassés. Des membres de la communauté minoritaire alaouite y concentraient le pouvoir, assurant cependant, dans leur propre intérêt, la sécurité des différentes communautés, tant qu'elles acceptaient le pouvoir alaouite⁽¹³⁾. Le soulèvement, quant à lui, a très vite présenté des tendances bien plus communautaristes encore, globalement, d'autant qu'il a été alimenté surtout par les plus pauvres.⁽¹⁴⁾ Ce n'est donc pas très étonnant que, comme le signale un rapport états-unien de 2012, la révolte a pu être conduite surtout par des salafistes, des Frères musulmans et des membres d'al-Qaïda⁽¹⁵⁾ (s'il y a des Frères musulmans modérés, on peut difficilement en dire de même d'al-Qaïda et de nombreux salafistes). Pour les mêmes raisons, il n'est pas plus étonnant que « L'Armée syrienne libre » (par ailleurs très désorganisée) procédait avec la même brutalité que le gouvernement⁽¹⁶⁾, ni que la petite opposition modérée se soit vite retirée⁽¹⁷⁾, devant la violence des autres révoltés.

Ainsi, en cas de victoire de la rébellion, le nouveau régime aurait sans doute été, au mieux, aussi autoritaire et dur que l'actuel. Et au pire (de loin le plus



Illustration : Clarisse Decrozier

probable), il aurait ajouté à cela le fléau de l'intolérance religieuse. Sans oublier les 400.000 morts.

De plus, depuis le début de la guerre, la moitié environ des Syriens soutient le gouvernement⁽¹⁸⁾ ; il s'agit de la plupart des membres des minorités, mais aussi de nombreux commerçants sunnites bien établis et en bonne entente avec le pouvoir. Les premiers le font pour leur sécurité face aux groupes religieux radicaux, les seconds pour maintenir leur situation matérielle avantageuse. Preuve supplémentaire que la solution est politique.

Le communautarisme est dépassable, comme l'ont prouvé par exemple des résistants sunnites et chiites irakiens unis contre l'envahisseur occidental⁽¹⁹⁾. Mais pour permettre ce dépassement et la fin des oligarchies, il faut laisser les sociétés évoluer, non y provoquer des guerres. Et en cas de crise, la concertation de tous les acteurs, nationaux comme internationaux, est essentielle. Mais les Occidentaux impliqués ont comme d'habitude excité les tensions communautaires, surarmé les opposants, bafoué la souveraineté d'un État, diabolisé ceux qui les gênent.

Daniel Zink

(1) *Syria intervention plan fueled by oil interests, not chemical weapon concern*, The Guardian, 30/08/15.
(2) Ibid.
(3) Ibid.
(4) *Qatar : "La France, pour nous, c'est l'amour et les investissements"*, L'Obs, 22/06/13.
(5) *La France engrange 10 milliards d'euros de contrats en Arabie saoudite*, L'Obs, 13/10/15.
(6) *L'Arabie saoudite, priorité pour la société de la chef de cabinet de Didier Reynders*, Le Vif/L'Express, 10/05/17.

(7) *La France décore le prince héritier d'Arabie saoudite de la Légion d'honneur*, Le Monde, 06/03/16.
(8) *US and EU sanctions are punishing ordinary Syrians and crippling aid work, UN report reveals*, The Intercept (site d'un ancien journaliste du Guardian), 28/09/16.
(9) *Syrieleaks : suites, propagande et dividendes...*, Proche&Moyen.ch., 26/02/18.
(10) *Wer den Wind sät*, M. Lüders, C. H. Beck, 2016, p. 60 (trad. anglaise : *Blowback*, Old Street Publishing). Islamologue et politologue, Lüders est président de la Deutsche-Arabishe Gesellschaft (Société Arabo-Allemande).

(11) Ibid, p. 59 sqq.
(12) Ibid, p. 60.
(13) Ibid, p. 65.
(14) Ibid., p. 67.
(15) *Les services secrets américains avaient prédit l'État islamique*, le Point, 10/06/15.
(16) Lüders, op. cit., p. 68.
(17) *Assad va-t-il gagner la guerre ?*, Le Vif/L'Express, 12/02/16.
(18) Lüders, op. cit., p. 67.
(19) *Mondes chiites*, France Culture, 07/11/17.

ÉTAT D'URGENCE : ENTRE VIDE DE PENSÉE ET SOUFFRANCE CIBLÉE

État d'urgence, politiques anti-terroristes, contrôles migratoires... les décisions prises avec zèle dans les antichambres « démocratiques », précipitées par le gouvernement Michel, ne laissent aucune place au discours sur les effets durables de ses politiques qui seraient comme éthérées, bienveillantes juste parce qu'on les dit. Écouter les témoins de ces mesures rappelle pourtant la matérialité cruelle de ces choix politiques.



« Bon, je te raconte. Il était 5 h du matin plus ou moins, enfin c'était le petit matin. Je donnais le biberon à mon fils et puis : bah ! la porte a éclaté. Avec un bélier. Plein de monde avec des fusils. Ils se sont rués sur nous. Il y en a un qui m'a arraché mon fils des bras. Tellement violemment qu'il est tombé contre le mur. Et puis, j'ai reçu un coup de fusil sur la tête. Je suis tombé dans les vapes. Je ne sais pas combien de temps (?) Et puis, j'ai crié : "Tuez pas mon fils ! Ne tuez pas mon fils !" Ils étaient tellement violents que je n'aurais jamais imaginé que c'était la police. Et là, j'ai hurlé : "Mais pourquoi vous voulez me tuer ?" Ils m'ont dit que j'étais un terroriste. Que j'avais caché Abdeslam après l'attaque de Paris. Et puis, ils m'ont mis une cagoule sur la tête, je n'arrivais plus à respirer. Ma femme était à l'hôpital. Elle venait d'accoucher. La police a pris mes enfants. Elle les a donnés à un assistant social et puis, finalement, ils m'ont relâché le soir même ».

- Le simple fait d'être arrêté – souvent à l'occasion d'une descente à domicile et d'une perquisition – est extrêmement violent et traumatisant pour toute la famille et tout l'entourage. Une perquisition anti-terrorisme quand on en a vécu une, on s'en souvient. C'est très destructeur et ça génère chez toutes les personnes qui en sont témoins ou qui en ont entendu parler, énormément de suspicions, immédiatement. Parce qu'on se dit toujours : il n'y a pas de fumée sans feu. S'il y a une telle intervention, c'est qu'il y a bien eu quelque chose. Et donc, on se méfie... C'est très destructeur du lien humain. Et il y a très peu de travail qui est fait (à ma connaissance) pour amoindrir – quand c'est possible – ce traumatisme.
- On a recours à des outils pour éviter la détention préventive, qui sont des trucs complètement farfelus. Comme le recours au nouveau Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne concernée par les Extrémismes et Radicalismes Violents. Ce centre est censé pouvoir accompagner les personnes qui sont concernées par la radicalisation... il faut qu'il y ait des espaces d'écoute, mais personne ne connaît la qualité de leur travail. Rien n'a été évalué. Or, aujourd'hui, pour avoir une libération de détention préventive de quelqu'un - poursuivi pour terrorisme - , il faut souvent proposer quelque chose de cette nature-là. Personne n'est capable de dire : quelle est la qualité de ce travail-là. Donc, c'est absurde. Il n'y a aucune prise sur ces petites décisions administratives qui jalonnent en fait une détention en attente d'un procès. On en arrive à un



système où les personnes qui sont poursuivies pour terrorisme se retrouvent à être soumises à des régimes spéciaux d'isolement, des régimes spéciaux de traitements parce qu'on considère qu'elles sont potentiellement plus dangereuses que d'autres pour le discours qu'elles pourraient véhiculer.

- Je vois passer comme ça des tas de mesures et je n'arrive même plus à te dire lesquelles. Ce n'est pas la plus récente, mais pour moi : « L'incitation indirecte au terrorisme » est le moment où j'ai arrêté de réfléchir plus loin. Parce que je me suis dit : si on peut qualifier ça d'infraction alors tout peut le devenir. « L'incitation indirecte au terrorisme » ce n'est pas ce que tu as dit, c'est ce que l'on comprend de ce que tu aurais voulu dire. Si, c'est « indirect », c'est que tu ne l'as pas dit. C'est que tu as voulu le dire, mais on sent que tu t'es retenu...
- On peut dire que le métier d'avocat ou la pratique des personnes ou leur rapport au droit a fortement changé. C'est-à-dire que là où avant, on avait toujours le temps de s'adapter, de voir venir... de lancer aussi des campagnes de résistance, plus de fond sur des lois, parce que ça prenait aussi du temps, le processus législatif, etc. Maintenant, on a toute une série de lois qui sont adoptées selon la procédure d'urgence. Donc, tout est accéléré. Ça va en quelques mois. Le gouvernement pond son texte, ça passe au Parlement. Ils le lisent à peine. Ils font quelques commentaires et c'est passé.
- La construction de l'ennemi intérieur est une vieille stratégie qui consiste à construire cette figure repoussoir d'un ennemi qui permet de faire passer notamment toute une série de législations et de mesures sécuritaires – que ce soit dans l'anti-terrorisme ou autres... Mais par ailleurs, les conséquences de cela, c'est que ça produit des formes de gestion duelle de la société. Entre ceux qui sont concernés par la construction de cette figure et qui se ramassent toute la répression de ces politiques (comme c'est le cas avec les perquisitions massives à Molenbeek...). D'un côté, tu as cette population et de l'autre côté tu as les populations blanches. Les populations (blanches) ne se ramassent pas la violence directe comme se la ramasse l'autre partie de la population, mais elles sont concernées toutes les deux dans le sens où oui, il y a une généralisation de mesures d'exception qui sont appliquées



sur l'ensemble de la population. Mais pas avec la même intensité sur tout le monde.

- Le terme déradicalisation est important aussi parce que, maintenant, tu as toute une série de politiques qui se sont mises en œuvre en prison, mais également dans nos quotidiens. Il y a donc un ensemble de subsides pour les ASBL : « Est-ce que vous faites de la déradicalisation ou pas ? » Je trouve que le travail de Nadia Fadil est vraiment central pour comprendre comment un terme qui appartient à la base, qui naît dans le champ purement sécuritaire, dans le champ des services secrets, dans le champ du renseignement... va percoler et gagner tous les autres champs du social. Cela fausse tout le débat en fait de partir de ce présupposé : « Ah, on va parler de radicalisation »... Il y a une forme de dépolitisation qui vient avec l'utilisation de ce terme, là où on devrait reconnaître un rapport de force politique entre, pour le dire vulgairement, un « ami » et un « ennemi », entre 2 champs qui s'opposent, entre 2 forces qui s'opposent, entre 2 visions du monde radicalement différentes. On peut être d'accord ou pas avec le fond de la question politique, avec la conception du monde de ceux qui se battent contre l'ordre tel qu'il existe maintenant, mais il y a quelque chose d'éminemment politique là-dedans. Et le fait de recourir à cette notion de radicalisation comme en quelque sorte à une pathologie : « Est-ce que tu es plus ou moins gravement atteint par cette radicalisation ? »... On « pathologise » le sujet radical et on évacue toute dimension de conflits. On évacue tout le message qui peut-être porté. Encore une fois, je dis que ce n'est pas une question d'adhérer ou pas aux messages , mais c'est une manière de traiter les formes d'opposition au pouvoir en place ».

Émission Micro Ouvert, Graziella Van Loo

Avec les paroles de Diletta Tatti, Olivier Stein, Nicolas Cohen et Chedia Leroij, plus des témoignages extraits du rapport Human Right Watch (2016) « Sources d'inquiétude. Les réponses anti-terroristes de la Belgique aux attaques de Paris et de Bruxelles ».

<https://radiatorivewest.wordpress.com> + <https://www.lesteki.be>

À écouter sur: <http://microouvert.be>

Illustration: Gabriëlle Lacombe

IMPÉRIALISME CONTRE EMPIRE

(Première partie)

Suite à un blocage du parti démocrate, la tentative de l'administration Trump de pratiquer une politique de relance économique a échoué. Le projet de réforme fiscale était une reconnaissance, par la présidence US, d'une perte de compétitivité de l'économie nationale, ainsi que la manifestation d'un désir de rétablir celle-ci grâce à une politique protectionniste. Cette volonté repose sur le constat que l'internationalisation du capital, comme stratégie du super-impérialisme étasunien, a désindustrialisé le pays et affaibli la puissance des USA en tant que nation. Cette perte de puissance pose actuellement problème, suite à la nouvelle affirmation de la Russie comme puissance militaire et de la Chine comme nation potentiellement dominante au niveau économique.

UN CHANGEMENT DE PARADIGME POLITIQUE

La réforme fiscale, destinée à procéder à une réindustrialisation du pays, a été bloquée par le vote démocrate. Les discours du Président Trump sur une sortie de l'OTAN, sur une réduction des interventions militaires américaines à l'étranger, ainsi que son opposition à une nouvelle guerre froide avec la Russie rencontrent également l'objectif de se recentrer sur les USA, afin de renforcer la compétitivité de l'économie états-unienne. La reconnaissance de la nécessité de reconstruire la compétitivité du pays suppose l'acceptation de l'existence de concurrents et de rivaux, donc de la prise en compte d'une crise de la structure impériale.

Ainsi, la volonté affirmée par l'administration Trump s'intègre dans un changement global de paradigme politique, un renversement des priorités qui place au premier rang la rivalité entre grandes puissances et qui lui subordonne la « *lutte contre le terrorisme* ». Ce changement de priorité traduit une crise de la structure impériale et ainsi un retour de la primauté de la guerre sur la fonction de police. La démarche démocrate, à l'inverse, reste dans le schéma impérial et se caractérise par l'absence de prise en compte de l'existence de puissances économiques concurrentes et le déni de la présence de puissances militaires capables de contrer l'armée US.

Les pays membres de l'Union européenne restent, quant à eux, complètement prisonniers de la politique impériale dont ils sont le produit. Aucune autre attitude ne semble envisageable que celle préconisant une intégration de plus en plus poussée dans l'Empire états-unien, une fusion, telle que l'organisait le projet de grand marché transatlantique. En l'absence de l'existence d'une souveraineté extérieure de l'UE, d'une capacité d'action indépendante au niveau international, la seule politique possible reste celle de la lutte contre le terrorisme, c'est-à-dire l'abandon complet non seulement de la

souveraineté extérieure, mais aussi intérieure, de la gestion des populations aux structures intermédiaires de l'Empire.

Au niveau européen, toute analyse politique est inexistante et laisse la place à l'incompréhension et au désarroi. Cela se traduit par un suivisme étroit vis-à-vis du parti démocrate et sa politique d'opposition systématique à l'administration Trump, politique qui n'est d'ailleurs pas pensée en tant que telle, mais en tant qu'acte moral, seulement sous la forme d'une indignation pouvant se réduire à la formule : « *Trump trompe*. »

UN PROJET DE RÉFORME FISCALE DESTINÉ À RELANCER L'ÉCONOMIE US

Le projet de réforme fiscale, initié depuis juin 2016 par des députés républicains et porté par l'administration Trump, prévoyait des changements radicaux dans la collecte de l'impôt des entreprises. Cependant, l'essentiel du « *Border Adjustment Tax* » a été abandonné. Il prévoyait une exonération des exportations de biens et de services depuis les USA et imposait une taxation d'un montant de 20% des importations. Les entreprises qui réalisent leur exploitation sur le territoire états-unien auraient été exonérées, au contraire de celles produisant à l'étranger. Le mécanisme est ouvertement protectionniste.

L'objectif était d'accroître l'activité intérieure et de recentrer les investissements états-uniens sur le territoire national. La détaxation de la production intérieure devait permettre une réindustrialisation du pays, grâce notamment au rapatriement, faiblement taxé, des 3.100 milliards de dollars accumulés à l'étranger par les filiales des multinationales US. Ce projet heurtait de front le processus de division internationale du travail et était cohérent avec les décisions précédentes du président Trump de torpiller le Grand Marché Transatlantique et l'ALENA.

Le « *Border Adjustment Tax* », abandonné mi-2017, a laissé la place, début novembre, à un projet de loi envisageant de taxer, à un taux de 20%, les importations intergroupes des multinationales étrangères et des filiales étrangères des multinationales américaines. Cette fois, il ne s'agissait pas de taxer toutes les importations, mais seulement les flux entre les unités d'un même groupe présent aux États-Unis⁽¹⁾. L'objectif était de décourager l'importation de biens intermédiaires fabriqués à l'étranger et de favoriser la production sur le sol états-unien. Cette taxe aurait seulement rapporté au Trésor 155 milliards de dollars sur une période de 10 ans, soit 10 fois moins que le « *Border Adjustment Tax* ». Cependant, l'objectif était moins dans les rentrées fiscales que dans l'incitation à produire aux USA. Ce projet n'a pas passé le cap des Chambres et a laissé la place à une loi fiscale classique favorisant les hauts revenus. Comme dans les réformes précédentes, les capitaux rapatriés, grâce à des taux

avantageux, ici de 8% à 15,5%, seront seulement des transferts de richesses. Sans opportunité d'investissement, ils iront de nouveau gonfler la bulle boursière.

UNE CRISE DE L'EMPIRE

Leur refus virulent de l'opposition démocrate est en fait une opération de déplacement. Elle ne porte pas sur le contenu de la loi adoptée, mais bien sur le projet initial de réforme fiscale qu'il fallait à tout prix empêcher, en pratiquant une opposition frontale. La lutte, entre les démocrates et la majorité des républicains, peut être lue comme un conflit entre deux tendances du capitalisme états-unien, entre celle porteuse de la mondialisation du capital et celle prônant une relance du développement industriel d'un pays économiquement déclinant. Le capital états-unien était jusqu'à présent l'élément moteur et le principal bénéficiaire politique de l'internationalisation des capitaux. Suite à l'effondrement de l'URSS et l'état de sous-développement de la Chine, les USA ont été même pendant 20 ans la seule superpuissance, un super-impérialisme qui organisait le monde à son profit.

Cette situation conjoncturelle a été théorisée comme un stade nouveau du capitalisme par Toni Negri, dans *Empire*, ouvrage dans lequel il lit cette forme nouvelle d'État, l'Empire, comme la structure politique du marché mondial⁽²⁾. Cependant, il est rapidement apparu que la structure impériale était, non pas seulement un axe horizontal, mais surtout une réorganisation verticale de la puissance étatique, donnant au droit pénal un rôle constituant⁽³⁾. Ce dernier est le démantèlement constant des libertés publiques et privées garanties par la Constitution et il se substitue à cette dernière en fixant les règles de transformation de l'ensemble du système juridique. La primauté du droit pénal reste d'actualité dans l'ancien continent, toujours organisé autour de la « *lutte contre le terrorisme* ». Ainsi, la place accordée au droit pénal diverge actuellement selon que l'on se situe aux États-Unis ou en Europe. A ce niveau, la présidence Trump opère une rupture avec la politique suivie depuis 20 ans par les différents gouvernements US, qu'ils soient démocrates ou républicains, opérant un retour du politique face à « *l'État pénal* ».

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE VS. « GUERRE ABSOLUE »

L'émergence de la Chine et la reconstitution politique de la Russie a brisé l'omnipotence économique et politique US. L'enregistrement de ce fait a conduit à une opposition interne aux USA en ce qui concerne la marche à suivre : la fuite en avant dans la libéralisation des échanges ou le protectionnisme. Le problème n'est pas nouveau et a déjà été posé il y a plus d'un siècle par un économiste autri-

chien Rudolf Hilferding qui, dans son ouvrage *Le capital financier* datant de 1910⁽⁴⁾, constatait que « *ce n'est pas le pays du libre échange, l'Angleterre, mais les pays protectionnistes, l'Allemagne et les États-Unis qui devinrent les modèles du développement capitaliste* ».

*Au niveau européen,
toute analyse politique
est inexistante et laisse la
place à l'incompréhension
et au désarroi.*

Nous sommes arrivés à une situation similaire. En 1910, le pays impérialiste dominant, l'Angleterre, était battu en brèche par les puissances économiques montantes. Aujourd'hui, c'est au tour des USA de devoir faire face à la concurrence d'autres pays au niveau économique, principalement celle la Chine.

Si la Grande-Bretagne avait renoncé à être la puissance dominante, en se plaçant sous la « protection » des États-Unis, ce scénario n'est pas de mise dans les relations futures entre les USA et la Chine, alliée à la Russie. Reste alors deux possibilités, celle d'un renouveau économique des USA sur une base protectionniste, tel qu'il est envisagé par une partie des Républicains, ou une conflictualité militaire de plus en plus ouverte, option qui semble être celle portée par le parti démocrate.

Le scénario ne serait plus celui des guerres limitées de l'ère Bush, mais bien celui de la « *guerre totale* », tel qu'il a été théorisé par le théoricien allemand Carl Schmitt⁽⁵⁾ ou, même celui de la « *guerre absolue* », de la guerre conforme à son concept, développé par Clausewitz⁽⁶⁾ pour penser la notion même de guerre. Elle est la volonté abstraite de détruire l'ennemi, tandis que la guerre réelle⁽⁷⁾ est la lutte dans sa réalisation concrète. Actuellement, à travers la possible utilisation de l'arme nucléaire, la « *guerre réelle* » devient conforme à son concept. Ainsi, la « *guerre absolue* » quitte son statut d'abstraction normative pour devenir une possibilité effective, une « *abstraction réelle* ».

IMPÉRIALISME
CONTRE EMPIRE

Ainsi, la lutte, qui vient d'avoir lieu entre une partie des Républicains et les Démocrates, peut être lue comme un conflit opposant l'impérialisme états-unien et le super-impérialisme US. Dès lors, les concepts développés au début du XXe siècle, de par l'opposition entre Lénine et Kautsky, trouvent une nouvelle actualité. Kautsky considèrait qu'à la guerre de 14-18 pourrait succéder une période de développement du système capitaliste, caractérisée par le dépassement des contradictions entres les États et les différents groupes impérialistes, une période qu'il caractérise comme « *ultra-impérialiste* ». Il considèrait que « *de la guerre mondiale entre les grandes puissances impérialistes peut naître une alliance entre les plus grandes puissances qui mettra fin à la course aux armements*⁽⁸⁾ ». L'ultra-impérialisme de Kautsky fait penser à la notion d'Empire chez Negri, mais ce serait un Empire sans conflictualité structurelle, ce qui évidemment n'est pas le cas chez T. Negri.

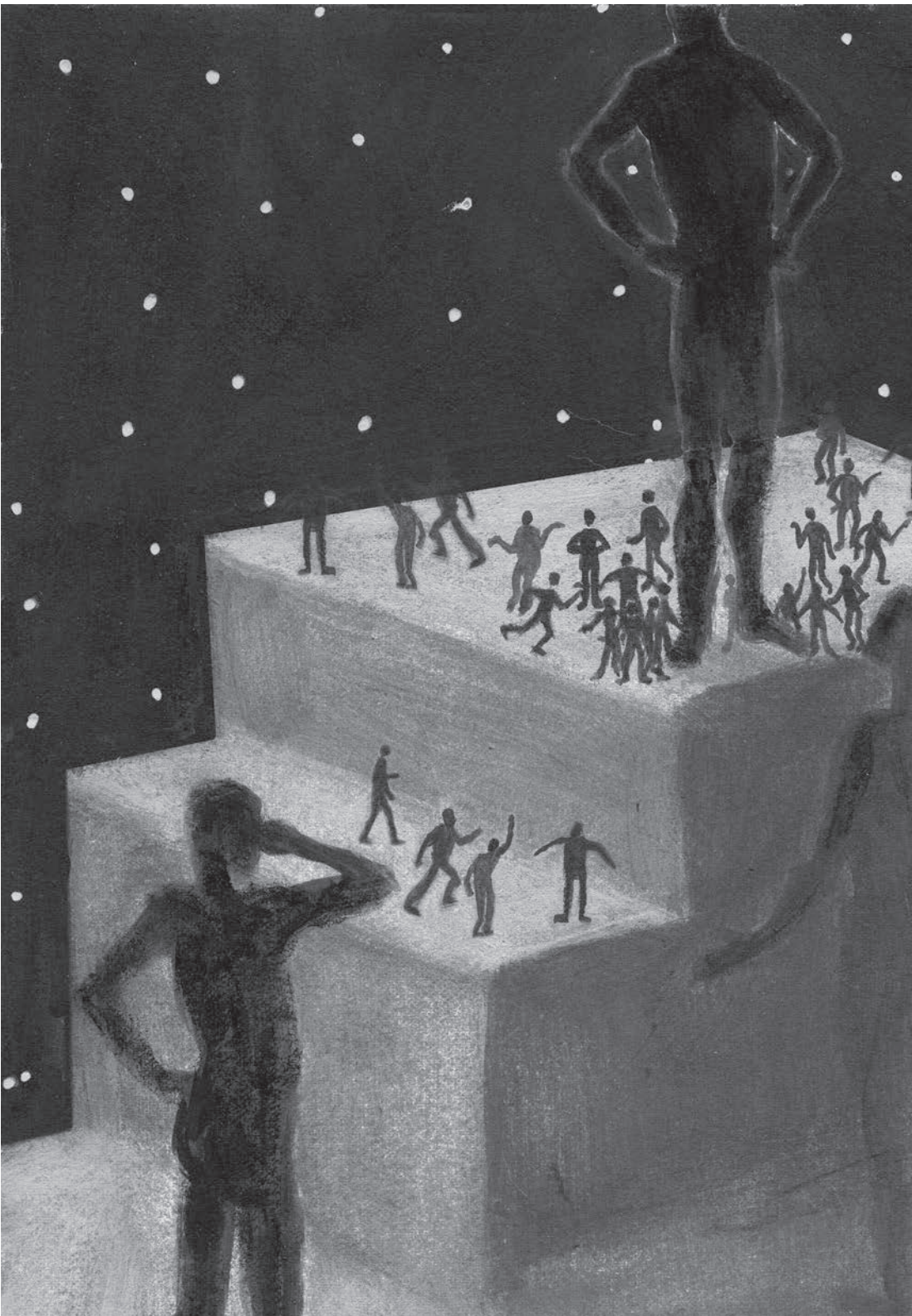


Illustration : Léa Viana Ferreira

L'histoire s'est chargée de démentir la thèse de Kautsky. Les conflits n'ont jamais cessé et une deuxième guerre mondiale a eu lieu. Depuis, un équilibre des forces entre deux super-puissances, les USA et l'URSS, a cependant empêché une montée aux extrêmes des différentes formes de guerre les impliquant. Cet équilibre va perdurer jusqu'au début des années 90. Depuis, suite à l'effondrement de l'URSS et l'état de sous-développement de la Chine, les USA ont été pendant 20 ans l'unique superpuissance, un super-impérialisme qui organisait et détruisait le monde selon ses intérêts.

L'émergence de la Chine et la reconstitution de la Russie ont brisé la toute-puissance économique et militaire US et, incidemment, ont mis en crise la notion d'Empire développée par T. Negri.

La dernière guerre en Syrie est exemplative du cran d'arrêt mis au déferlement de la puissance militaire états-unienne. En désindustrialisant le pays, le super-impérialisme états-unien a également affaibli la puissance des USA en tant que nation. Le projet initial de l'administration Trump était de procéder à une reconstruction économique. Les discours du nouveau Président sur une sortie de l'OTAN, une réduction des interventions militaires américaines à l'étranger, ainsi que son opposition à une nouvelle guerre froide avec la Russie rencontrent également cet objectif brisé par la victoire démocrate. La conséquence de leur succès est que si les USA renoncent à se développer, le seul objectif restera d'empêcher, par tous les moyens, les concurrents et adversaires de le faire. Cette option ne pourra être

que celle de la guerre, une option d'autant plus dangereuse qu'elle conduit à la « *guerre absolue* » théorisée par Clausewitz.

Jean-Claude Paye

(1) Isa Conesa, « Le nouveau projet américain de taxe aux frontières qui inquiète les entreprises françaises », *Les Echos*, le 3 novembre 2017, <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/030822681872-aux-etats-unis-le-nouveau-projet-de-taxe-aux-frontieres-qui-inquiete-les-entreprises-2127303.php>

(2) Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000.

(3) Lire : Jean-Claude Paye, « Dictature ou état d'exception permanent ? », <http://www.multitudes.net/Dictature-ou-etat-d-exception/>

(4) Rudolf Hilferding, *Le capital financier : étude sur le développement récent du capitalisme*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

(5) Carl Schmitt, 1988 (1922), *Théologie politique I*, trad. J.-L. Schlegel, Paris, Gallimard (coll. Bibliothèque des sciences humaines).

(6) Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Les éditions de minuit, Paris , 1973.

(7) Voir C. von Clausewitz, *De la guerre*, ouvr. cit., p. 66-67 et p. 671 et ss., et C. Schmitt, « Totaler Feind, totaler Krieg, totaler Staat », ouvr. cit, p. 268 : « *Il y a toujours eu des guerres totales ; cependant il n'existe de pensée de la guerre totale que depuis Clausewitz, qui parle de "guerre abstraite" ou de "guerre absolue"* ».

(8) Karl Kautsky, *Der Imperialismus, Die Neue Zeit*, 32^e année, n°2, p. 921, in Andrea Panaccione, « L'analyse du capitalisme chez Kautsky », « *Histoire du Marxisme contemporain* », p.68, Institut Giangiacomo Feltrinelli, collection 10/18, Union Générale d'Éditions 1976.

LA TRANSITION IDENTITAIRE



Illustration: Fabienne Loodts

La transition manque de visibilité, en Belgique comme ailleurs, et la raison semble être la crise identitaire qu'elle traverse, possiblement au même titre que ses promoteurs seraient en crise existentielle. Les acteurs de la transition s'en plaignent parfois ; les néophytes ne savent souvent à quoi s'en tenir ; et l'oligarchie néolibérale n'y voit rien d'autre que le signe tangible de l'indigence d'une pensée manifestement immature, sans prise réelle sur le concret. Malheureusement, on ne peut pas simplement prétendre que la force du mouvement de la transition se situe dans les innombrables initiatives pratiques, individuelles et locales (permaculture, autonomie énergétique, SEL, GAC et autres réseaux de résilience) qui s'y rattachent, de près ou de loin. Il faudrait atteindre une masse critique pour que cela soit le cas. Et le temps presse. En d'autres termes, on ne peut faire l'économie (sans mauvais jeu de mots) d'une réflexion systématique cherchant à montrer la cohérence de cette mosaïque de projets, et à susciter la fédération - ne fût-ce que théorique - de leurs intentions. Il faut toutefois procéder avec circonspection : « *Les opérations de la pensée sont comme les charges de cavalerie dans une bataille, elles sont strictement limitées en nombre, elles requièrent des chevaux frais, et ne doivent être déclenchées qu'aux moments décisifs⁽¹⁾* ». Dans le cas qui nous occupe, le champ de bataille a déjà été arpenté en long et en large par de très

nombreux éclaireurs - une de ses particularités est d'être traversé par une rivière aux crues menaçantes - et il pourra donc suffire de faire converger leurs témoignages à l'aide d'une vision synoptique.

UN CHANGEMENT DE PARADIGME POLITIQUE

Parler de transition renvoie au passage souhaité entre deux états, le premier étant devenu physiquement intenable ou psychologiquement insupportable, et le second étant pressenti comme apaisant et porteur de sens. Comme lors du passage d'un gué, il va falloir décider dans l'urgence de ce que l'on conserve et de ce que l'on doit abandonner sur la rive pour pouvoir traverser sans trop de danger. Le moment du passage est également crucial : chacun se souvient que les gués ne sont pas toujours fréquentables. Trois questions donc, et les trois réponses qui s'imposent font irrésistiblement penser à la devise de Notre-Dame-des-Landes : résister, agir, vivre. Premièrement, pourquoi ce besoin de quitter le rivage peu accueillant qui est le nôtre ? À quoi éprouvons-nous le besoin de résister ? À la déshumanisation des rapports humains dans une société atomisée et conformisée, à l'infantilisation des citoyens-consommateurs, à la toxicité de notre environnement : la liste est bien longue, et elle est loin d'être neuve. Alexis de Tocqueville

a dévoilé l'essentiel de la mécanique qui nous oppresse en 1835 ; le superflu a été précisé par Lewis Mumford en 1934 ; et le déterminant par Ivan Illich en 1973. Deuxièmement, que pouvons-nous entrevoir de la berge opposée, si ce n'est la vie dans son utopique plénitude ? Vivre, cela veut dire être autonome, c'est-à-dire, d'une part, se donner à soi-même les règles de son agir ; et, d'autre part, posséder les moyens de ce cheminement personnel. En bref, l'authenticité exige que la solidarité remplace l'atomisme, et que l'individu remplace le clone ; c'est-à-dire que la culture reprenne ses droits sur la terreur politique et la barbarie économique. Troisièmement, quand choisir de traverser ? Contre quels éléments déchaînés devons-nous lutter ? La question de l'agir est double. D'une part, elle peut être comprise à partir des initiatives citoyennes qui se multiplient ; d'autre part, il ne faut pas perdre de vue que ceux qui détiennent le pouvoir combattront bec et ongles pour ne pas en être dessaisi.

C'est précisément ici que se situe la spécificité de la transition. On considère que le mouvement est fondé, en 2006, avec le « Transition Network », dans le but explicite d'affronter les conséquences inéluctables du pic pétrolier, du dérèglement climatique et des pénuries de matières premières qui s'annoncent en cascade. Mais il s'enracine dans un constat bien plus ancien que l'on doit, pour l'essentiel, au Club de Rome, fondé en avril 1968 : il y aura donc bientôt cinquante ans (!) que l'imminence (à l'échelle de l'histoire du *sapiens*) de la crise globale systémique a été identifiée et que, curieusement,

tout a été fait pour aggraver la situation. Comment cela fut-il possible ? D'une part, en 1956, Marion King Hubbert annonce le pic pétrolier us-américain, qui a effectivement lieu en 1970 ; en 1960, Stephen Hymer montre que la dynamique capitaliste va conduire au remplacement des structures étatiques traditionnelles et des organismes internationaux qui en dépendent, par une gouvernance de multinationales de type « TTIP » (c'est du reste très précisément le thème de la littérature « cyberpunk » qui émerge au même moment) ; en 1968, Garrett Hardin remet la question des communs à l'ordre du jour, tandis qu'étudiants et ouvriers se mobilisent contre le pouvoir (avant, assez rapidement, de se contenter de combattre l'autorité, c'est-à-dire de se tirer une balle de très gros calibre dans le pied⁽²⁾) ; en janvier 1972, Kukla met en garde contre le changement climatique ; en mai 1972, Dennis Meadows publie son premier rapport ; et des auteurs tels que André Gorz, Illich, Jacques Ellul, Günther Anders, Nicholas Georgescu-Roegen et bien d'autres montrent les dangers biocidaire du techno-capitalisme. D'autre part, au moment même où le programme du Conseil national de la Résistance est adopté dans la clandestinité (le 15 mars 1944), Friedrich Hayek publie sa *Route de la servitude*, qu'il a pavée de 1940 à 1943. Son message ? Ce n'est pas parce que le communisme vient, hélas, de remporter une victoire contre le fascisme (et à quel prix !) qu'il faut baisser les bras. Il va falloir réseauter patiemment le monde académique, noyauter les médias et infiltrer tous les niveaux du pouvoir. De fait, trente ans plus tard, ce sont les idées de Hayek et de ses complices, armés, comme il se doit, par l'axe du mal, qui permettent à Pinochet de renverser Allende. En 1972, Sicco Mansholt cherche, en vain, à infléchir la politique de la Commission européenne à la lumière du rapport Meadows. Il sera remercié après neuf mois de débats internes, que l'on devine pourtant modérés.

La vraie question est donc : qui devons-nous combattre et comment ?

La réponse à la question du « quand » est donc *le plus rapidement possible* : la crise globale systémique est en gestation depuis plus de cinquante ans, et sa phase terminale peut se déclarer d'un ins-

tant à l'autre ; sa probabilité est de 100%. La complexité est devenue un gage de vulnérabilité, pas un facteur de stabilité. Mais il faut savoir que cet effondrement ne sera pas une catastrophe pour tout le monde. Dans le système capitaliste, une crise est un moment de grande opportunité commerciale et spéculative – et il n'y a pas de meilleure crise que celle qui est suscitée et entretenue par certains acteurs aussi déterminants que déterminés. La vraie question est donc : qui devons-nous combattre et comment ? La réponse est apparemment simple : ceux qui ont aiguillé nos sociétés dans un tel piège afin d'en tirer le plus grand profit, dans le court, le moyen et le long terme. Ils possèdent le pouvoir historique, idéologique et logistique nécessaire pour nous faire voir le monde à l'envers et pour criminaliser ceux qui prétendent le contraire. Leur collusion est facilitée par le fait qu'ils sont très peu nombreux : de la même manière qu'une demi-douzaine de personnes peuvent facilement imposer une délocalisation, tandis que les 10.000 travailleurs concernés auront le plus grand mal à décider, en assemblée générale, de la réponse de principe à apporter, quelques dizaines de milliers d'oligarques ont le pouvoir technologique de prendre à la gorge des milliards d'individus atomisés (voire en attente de vitrification) et conformisés (avant d'être clonés). Rien ne leur est plus facile que d'instaurer le règne de la terreur pour asseoir définitivement celui de l'aliénation. *Homo homini porcus* : dans l'homme, tout est bon⁽³⁾. Cela ne veut toutefois pas dire que les oligarques (il ne s'agit *pas* d'une élite) doivent s'entendre sur tous les détails du dépeçage des prolétaires ; il suffit simplement que le but soit commun et que la communication soit efficace, tandis que les foules demeurent aphones et paralysées par l'angoisse. Par exemple, les (néo-)libéraux ne promeuvent pas exactement le même programme que les (néo-)conservateurs, mais il leur est aisé de s'entendre sur le fond grâce à l'existence de structures comme le Rhodes trust (1902-), le Council on Foreign Relations (1921-), la Société du Mont-Pèlerin (1947-), le Bilderberg Group (1954-), la Trilateral Commission (1973-), la European Round Table of Industrialists (1983-), toutes opaques aux médias, mais qui ont quand même fini par faire l'objet d'études universitaires, comme les travaux de Geoffrey Geuens⁽⁴⁾, Noam Chomsky⁽⁵⁾, Howard Zinn⁽⁶⁾, Annie Lacroix-Riz⁽⁷⁾ et Naomi Klein⁽⁸⁾. Mais ce n'est pas tout : ce pouvoir, circonscrit dans les mains de quelques individus possédant les moyens d'orienter le futur de l'humanité entière en réécrivant l'histoire à leur guise, est un pouvoir pathologique. En effet, dès lors que l'on se pose la ques-

tion clinique de savoir qui sont ceux (et maintenant celles) qu'on nous présente comme les héros des temps postmodernes, on est confronté à trois catégories qui se situent, très significativement, en dehors des ressources des psychothérapies, quelles qu'elles soient : la schizophrénie, la sociopathie, et la psychopathie. (On considérera que transformer le patient en légume ne constitue pas une psychothérapie.) Leur vérité est celle de la guerre dans le tiers-monde (et bientôt avec la Russie et la Chine⁽⁹⁾), du terrorisme comme politique sociale, de la vraie-fausse conspiration comme culture, et de la torture comme idéal ultime. Savoir comment combattre au juste des formes de folie imperméables à toute thérapie est laissé à l'appréciation du lecteur.

En conclusion, la transition doit se penser à la fois comme une transformation de nos sociétés par le bas, comme un passage individuel vers une existence plus authentique, comme un voyage initiatique, et comme une lutte très problématique avec trois formes psychotiques complémentaires. De ce point de vue, on ne peut que conseiller à ceux qui ont oublié comment Machiavel, Sade, Orwell et Papolini comprenaient la lutte des classes de reconsidérer le récit de *Game of Thrones*⁽¹⁰⁾.

Michel Weber

- (1) Alfred North Whitehead, *An Introduction to Mathematics* [1911], Oxford University Press, 1948, p. 42
- (2) Voir à ce propos l'étude prémonitoire de Hannah Arendt, datant de 1958 et publiée dans *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Gallimard, 1972.
- (3) Libre appropriation du titre du livre de Yannick Blanc : *Dans l'homme tout est bon (homo homini porcus)*, Sens & Tonka, 2016.
- (4) Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. État, capital et médias à l'ère de la mondialisation*, EPO, 2003.
- (5) Noam Chomsky, *Necessary Illusions*, South End Press, 1989 ; *Secrets, Lies and Democracy*, Odonian Press, 1994.
- (6) Howard Zinn, *Une Histoire populaire des États-Unis de 1792 à nos jours* [1980], Agone, 2002.
- (7) Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre Mondiale à la Guerre Froide (1914–1955)*, Armand Colin, 1996 ; *Industrialisation et sociétés (1880–1970) : L'Allemagne*, Paris, Ellipses, 1997 ; *Industriels et banquiers français sous l'Occupation. La collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Armand Colin, 1999 ; *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, Armand Colin, 2006 ; *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3ème République, 1938–1940*, Armand Colin, 2008.
- (8) Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre* [2007], Actes Sud, 2008.
- (9) « The next war. The growing danger of great-power conflict — How shifts in technology and geopolitics are renewing the threat », in *The Economist*, Jan 25th 2018.
- (10) Michel Weber, *Pouvoir, sexe et climat. Biopolitique et création littéraire chez G. R. R. Martin*, Éditions du Cénacle de France, 2017. Cf. <http://chromatika.academia.edu/MichelWeber>.

répand des virus ou des logiciels espions ou malveillants, sature les serveurs et détruit les ordinateurs ; et d'autre part avec le cyber-sabotage, qui peut provoquer divers dégâts à distance dans des barrages, des oléoducs, des centrales électriques ou nucléaires, des firmes pharmaceutiques, des banques, etc. Les *hackers* russes, chinois et nord-coréens semblent être particulièrement actifs dans ce domaine.

Le psychanalyste Tobie Nathan ouvrait l'après-midi en cherchant à cerner le profil des candidats-terroristes sur un plan clinique. Son travail vise à les « déradicaliser », dans une démarche proactive et empathique. La plupart sont des migrants de seconde génération, souvent de religion musulmane, souffrant de problèmes d'appartenance (*i.e.* de manque d'ancestralité) et de filiation complexes. Nathan fait le pari de leur intelligence pour marquer des points. Les jeunes ne sont pas intéressés par la religion en tant que telle, mais par Dieu, avec qui ils veulent nouer une relation directe. Spécialiste de l'islam politique, Didier Leroy exposa les intentions et l'idéologie de l'État islamique (EI). Le point commun de toutes les factions djihadistes est une vision manichéenne du monde : l'Occident oppresseur contre l'Orient oppressé. Le wahhabisme est la version la plus rigoriste et littéraliste du droit mu-

sulman, source à laquelle s'abreuve l'EI. Dans le salafisme, seule sa version djihadiste passe à l'action violente. Leur but est de changer l'ordre du monde, après avoir terrorisé les ennemis occidentaux et induit une fracture entre la communauté musulmane immigrée et les autochtones impies. La clé du succès de l'EI est sa modernité globale, tant dans sa violence médiatique à la *Mad Max* que dans son rapport au temps immédiat. L'adolescent candidat au terrorisme peut ainsi facilement rentrer en contact avec Daesh via Internet. André Vandoren et Christiane Hoehn représentaient la technocratie, respectivement belge-étatique et européenne. Leurs interventions respectives avaient pour but de justifier le renforcement législatif anti-terroriste. Beaucoup plus intéressant, le journaliste Paul Taylor expliqua en quoi le traitement du terrorisme par les médias avait fait évoluer la déontologie de la profession. Les dilemmes, le temps réel, l'inconnu et les aléas compliquent la pratique, peuvent entraver la neutralité. On observe une contradiction entre la volonté d'objectivité pour les faits lointains et la subjectivité pour les crimes commis sur le sol national, deux poids, deux mesures ! Il faut replacer les événements dans un contexte plus large. Pour ne pas mettre des vies en danger, retenir des informations est parfois nécessaire, que les autorités le demandent ou non. Il faut aussi prendre en compte la sensibilité du ci-

toyen en s'empêchant de montrer certaines images, comme des décapitations. Taylor rappela que l'examen critique est la base de la liberté, qu'expliquer n'est pas excuser et que les médias devraient éviter la diabolisation et l'émotionnel. « *Vous ne pouvez pas relativiser le terrorisme !* » lui dit-on souvent. Il fit alors remarquer qu'on a plus de chance de mourir d'un accident de la route que d'un attentat. Enfin, les journalistes doivent protéger leurs sources d'information, envers et contre toutes possibilités de surveillance. Dernier intervenant, l'ex-Premier ministre français aujourd'hui politiquement déclassé, Manuel Valls, vint marteler, comme on s'y attendait, que nous sommes bel et bien en guerre, une guerre qui va s'intensifier dans une « *menace terroriste majeure* » appelée à durer. Son discours politicien d'enfumage, anxiogène, assommant, est sémantiquement creux mais idéologiquement dangereux. Une bien piètre façon de clôturer un colloque globalement intéressant.

Bernard Legros

* Ainsi, les médias qui, dans les années 1980, qualifiaient Action Directe et, pire encore, les Cellules communistes combattantes, de groupes terroristes, se trompaient lourdement, mais à dessein !

LE TOTALITARISME DES MULTINATIONALES

TOTAL : UN CAS D'ÉCOLE

*En 2008, Alain Deneault faisait publier un livre, avec Delphine Abadie et William Sacher ,
Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique (Écosociété), pour lequel
la minière canadienne intentera aux auteurs et à leur éditeur un procès qui durera plus de trois ans.
En 2017, Alain Deneault « récidivait » et se penchait sur la multinationale Total⁽¹⁾. Entretien avec l'auteur.*

Kairos : En 2008, vous faites publier « Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique », qui vous mettra très vite vous et votre éditeur Ecosociété dans une procédure judiciaire qui durera trois ans et se soldera par un accord à l'amiable, le livre étant retiré de la vente. Vous avez publié un livre sur Total, une multinationale qui compte parmi les 25 puissances économiques les plus importantes, possède un réseau de plus de 900 sociétés, est présente dans plus de 130 pays, qui se complait dans des régimes autoritaires comme le Qatar, corrompus comme le Congo-Brazzaville et écocidaire comme le Canada ou le Nigéria. Qu'est-ce qui vous pousse à récidiver ?

Alain Deneault : Je m'étonne de constater à quel point dans les institutions de recherche, certains pouvoirs ne font pratiquement jamais l'objet d'études. Cela m'a intéressé de rentrer dans le XXI^e siècle et, par ce cas de figure qui est Total, de penser les multinationales non plus comme des entreprises liées à des filières d'activité, mais comme des pouvoirs et des souverainetés privées capables de s'imposer dans l'histoire indépendamment des États qui seraient censés les encadrer.

Si vous prenez l'exemple de Total, la réduire au statut d'entreprise pétrolière française serait se méprendre. C'est de 934 sociétés consolidées, actives dans 130 pays, dans un très grand nombre de filières qu'on parle. C'est une instance capable de peser dans le cours historique des choses à la manière d'un pouvoir qui ne rend pas de compte à un État ou qui n'est pas identifiable à un État, mais qui satisfait un actionnariat apatride. En cela Total n'est pas une société française, ou si on veut elle l'est seulement à hauteur de 28%. 72% des actions de Total sont principalement détenues par des investisseurs institutionnels qui peuvent être qataris, belges, canadiens, chinois, états-uniens, britanniques, suédois et autres... C'est comme ça qu'il faut voir la multinationale, pas seulement Total, je la cite comme un cas d'école mais on peut penser aussi à Monsanto, Microsoft, Boeing, Danone et ainsi de suite.

Vous commencez votre ouvrage par la fondation de l'ancêtre de Total, qui est inconstitutionnelle, soit la Compagnie française des pétroles en 1924. À ce moment-là, la France est à la traîne par rapport aux autres mastodontes du pétrole, elle souhaite devenir autonome en matière d'approvisionnement, mais cela se fera au prix de perdre tout pouvoir de décision sur Total sur les questions fondamentales, parce que celle-ci est liée à un consortium d'entreprises pétrolières au Moyen-Orient baptisé Iraq Petroleum Company. Ce cartel s'est vu attribuer sur mesure un État pour mener leurs affaires souverainement...

En fait les multinationales, surtout dans le domaine de l'énergie, peuvent être vues comme des créa-

tures qui s'affranchissent de leur créateur progressivement. Ce sont des Frankensteins. Autour de la Première guerre mondiale, avant pour les Britanniques, et après pour les Français (parce qu'ils ont toujours une guerre de retard sur les Britanniques et les Américains), on comprend que l'approvisionnement en pétrole est absolument névralgique si on veut gagner une guerre. On voit apparaître des entités qui non seulement ne seront pas tellement contrôlées par les États qui les ont créées, voulant seulement s'assurer un accès à la production, mais qui peu à peu s'érigeront comme des pouvoirs. Elles délimiteront des aires d'exploitation, partageront l'accès aux ressources et fixeront les cours selon une logique de cartel. C'est en s'érigeant comme un pouvoir capable de déterminer à quelles conditions on vend globalement le bien indispensable qu'est le pétrole que se sont constituées les multinationales, celles de l'énergie les premières. Et c'est dans ce contexte que, pendant la Deuxième Guerre mondiale, par exemple, la Standard Oil n'hésitera pas à vendre autant de pétrole aux nazis qu'aux alliés.

S'ériger comme un pouvoir suppose d'établir un rapport de force avec les États qui ne procèdent plus seulement du lobbyisme, mais d'une diplomatie d'un type nouveau. C'est dans le cadre de ces rapports de force que les États en sont à signer des accords de libre-échange et des ententes multiples bilatérales qui prévoient la création des mécanismes de règlement de différends entre États et multinationales. C'est aussi eux qui expliquent l'apparition de processus à teneur diplomatique comme lors de la conférence sur le climat en 2015 à Paris, où on voit les multinationales signer des déclarations au même titre que les États. C'est que ces derniers les laissent désormais se présenter comme des souverains, porteurs de « la solution » plutôt que comme le problème. Plus largement, on constate que les relations entre la République française et Total sont symbiotiques, en même temps qu'on voit Total s'émanciper de la République pour ne défendre que les intérêts d'un actionnariat qui est, lui, apatride.

On se demande ce que peut faire la justice face à cela. Vous disiez dans le livre : « On en est réduit à se demander si Total a su procéder ainsi en toute légalité dans la mesure où il n'existe souvent aucune instance capable de statuer, de dire qu'elle a agi ici ou là illégalement ». On n'est même pas capable de dire si ce qu'elle fait est légal...

Les multinationales génèrent un régime de loi qui est le leur et qui a peu avoir avec celui des États, tout en les y enfermant. Elles ont un rapport à la loi qui est, je dirais stricto sensu, plus sadique. Les personnages du Marquis de Sade professent sans cesse très explicitement les raisons supérieures qui annoncent les sévices à venir. Il ne s'agit jamais de mettre en cause leur volonté mais l'idée d'un prin-

cipe supérieur auquel ils seraient simplement amenés à obéir. Ainsi va la loi du marché. C'est la loi des affaires, qu'on va présenter comme telle, en la présentant comme l'égale de la loi de la gravité. C'est une loi qui est adossée à une idée de la nature humaine et qui a une sorte de valeur cosmique prévalant sur la marche même du monde. La horde d'« économistes » au service de ces pouvoirs n'a de cesse d'hypostasier leur bouquet de théories. C'est la loi du commerce, de la mondialisation et les États sont amenés à conformer leurs petits régimes de lois à cette grande loi-là. S'ils ne reconnaissent pas les tenants et aboutissants de cette grande loi du commerce, ils seront les perdants. C'est clairement ce que dit Patrick Pouyanné, l'actuel PDG de Total, je me permets de le citer parce que tout est là, il dit : « *C'est ça qui est extraordinaire dans la mondialisation, ce n'est plus un problème de capitalisme et de non-capitalisme...* » (c'est sa façon d'énoncer l'axe gauche-droite) « *... il y a effectivement toujours des différences, il y a les libéraux et les non-libéraux...* » (Ça, c'est sa culture politique) « *... mais in fine ce n'est plus ça maintenant. Nous vivons tous dans un système commun, et donc ceux qui veulent s'en abstraire seront forcément des perdants...* » (ce qui veut dire que le débat politique gauche/droite est caduc). C'est fini l'époque où on réfléchissait même sur le capitalisme, c'est fini l'époque où on se positionnait par rapport au libéralisme. Total dira : « *On ne fait pas de politique, on fait de la géopolitique.* » On encadre le contexte global dans lequel les décisions en République se prennent, peu importe qui est là. Que ce soit Tsipras ou Trump, on fera valoir Exxon Valdez, Goldman Sachs et un certain nombre d'intérêts agroalimentaires pour s'assurer qu'un certain nombre de principes sont respectés, le reste ce sera l'affaire du syndrome de la petite différence qui a intéressé Sigmund Freud.

Vous dites que le rapport aux lois est sadique... Ça va plus loin que ça, quand ELF commence à s'intéresser à l'Afrique, cette composante historique de l'actuelle Total procède, avec la République française, à l'écriture des lois de pays auxquels ils offrent simplement une indépendance de surface... On parle dans des termes orwelliens d'autodétermination, d'indépendance, d'élections... Mais tout ça n'est qu'un spectacle en fin de compte, et on ne peut penser la géopolitique justement qu'en intégrant dans cette pensée ces multinationales.

Dans l'histoire des firmes pétrolières du XX^e siècle, on assiste à l'apparition de deux types d'États... Des États qui sont des alliés de l'industrie, essentiellement les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, plus tard la Belgique avec Petrofina... Et des États qu'on appellera finalement des « enveloppes juridiques », c'est-à-dire des États subordonnés et fondés strictement pour satisfaire les besoins d'encadrement législatif de l'industrie. Après la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman ayant

été du côté des Allemands, le Royaume-Uni entreprend de démanteler les composantes de l'Empire pour créer notamment l'Irak. Ce pays n'existe dès l'origine que pour encadrer juridiquement les investissements du cartel qui s'y développe. Ce ne sont plus les États qui encadrent l'industrie pétrolière, c'est l'industrie pétrolière soutenue par ses États alliés qui se donnent des États sur mesure. Ça, c'est le Royaume-Uni, la France est toujours en retard sur le Royaume-Uni. Et que fait-elle ? Elle imite Londres après la Deuxième Guerre mondiale en démantelant son empire colonial africain quand elle souhaite s'affranchir des cartels dans lesquels la compagnie française de pétrole est engagée. Elf apparaît alors dans le contexte de ce qu'on appellera la Françafrique. Paris crée à son tour des enveloppes juridiques ; elles sont cette fois au Gabon, au Congo-Brazzaville et dans une moindre mesure au Cameroun et au Tchad ; les chefs d'État soutenus par la France donnent une légitimité strictement « ethnique » aux politiques toujours soufflées par l'Élysée. Cela autorisera Elf à se positionner d'une manière avantageuse en fonction de circuits fermés qui lui permettent d'être autarcique dans ses appétits d'exploitation d'un domaine pétrolier.

Il y avait à l'époque des accords secrets entre la France et les pays africains où ils pouvaient intervenir... Les documents n'étaient pas datés, ils mettaient la date au moment de l'intervention. Maintenant le bon prétexte c'est la guerre au terrorisme. Notamment au Mali. Quand on parle du terrorisme, aucun média n'évoque la question du pétrole, des multinationales et de leurs intérêts cachés...

Il est entendu que l'opération Serval et toute la mobilisation militaire de la France en Afrique ces dernières années sont notamment, pas exclusivement, motivées par des enjeux géostratégiques. Pensons notamment aux gisements que Total convoite dans une région qui mord sur le Mali et la Mauritanie. De toute façon la question se pose toujours, elle se pose par rapport à la Syrie, elle se pose par rapport à l'Ukraine, elle se pose par rapport à la Libye et les médias ont une responsabilité inouïe dans ce domaine, c'est-à-dire qu'ils nous rendent complètement analphabètes en ce qui concerne la lecture et l'analyse des conflits dès lors qu'ils ne placent pas au centre des explications l'enjeu des ressources, de leurs transports, de leur distribution... On nous parle toujours des conflits comme si on assistait à je ne sais quel épisode de *Star Wars*. C'est comme si on était toujours face à des forces, à des clans, à des partis pris purement idéologiques ou spirituels ou en tout cas à des défenseurs d'entités qui ne sont pas liées à des intérêts. On ne parle pas des gazoducs, des oléoducs, des gisements, des concessions, des sites, des positions des bases militaires, des infrastructures qui sont irréductiblement en cause dans les conflits. Parfois il peut y avoir des tensions entre des communautés, mais quand on en est à faire la guerre, c'est bien parce qu'il y a souvent autre chose que de simples tensions... Ce n'est pas en Belgique que je vais apprendre aux gens qu'il peut y avoir des tensions entre des communautés, mais on ne se fait pas la guerre pour autant. Quand on en est à faire la guerre, c'est qu'on est mobilisé par des acteurs qui ont des intérêts très précis et qui touchent au contrôle des ressources en lien avec des intérêts oligarchiques. Si on n'est pas capable de mobiliser cette grammaire-là pour penser des conflits, nous restons intellectuellement incapables de décoder les raisons de telle ou telle mobilisation et opération dans l'histoire.

Zigmunt Bauman disait que l'holocauste n'était pas un accident de l'histoire, mais était propre à la modernité. Le nouveau totalitarisme, celui qui permet la survie de l'ordre capitaliste, ne serait-il pas arrivé à son apothéose avec ses plus dignes représentantes dévastatrices et criminelles que sont des multinationales comme Total, qui ont des pouvoirs qu'aucun dictateur n'aurait jamais imaginé avoir ?



Illustration: Blandine Denis

Il faut voir aussi selon quelles modalités. Il y a des raisons au fait que je me sois référé à l'expression *totalitarisme*... Nous sommes en présence d'une société qui s'appelle la Compagnie française de pétrole (CFP). En 1954, elle se porte acquéreuse de plusieurs sociétés dans le domaine de la distribution, la vente d'essence à la pompe dans différents pays. Pour se faire connaître, l'expression « Compagnie française de pétrole » n'est pas très saisissante... Donc, la CFP cherche à se donner un nom de marque, ce sera Total, elle appose ce nom sur ses produits. On est en 1954, Hannah Arendt est en train d'écrire sur le totalitarisme et au milieu du XX^e siècle. Total... Elle s'est appelée Total parce que la Compagnie française des pétroles se sait à la remorque des grandes, mais elle ne souhaite pas pour autant passer alors pour une petite société hexagonale qui barbote dans son coin en ayant sa petite part de marché français. Elle se veut, elle aussi, totale. C'est toute la logique du cartel auquel elle appartient que son nom trahit.

Son activité concerne un cartel qui se déploie à l'échelle de la totalité tant par les territoires qu'elle touche qu'aux pratiques qu'il met en œuvre. Je me suis donc intéressé au totalitarisme de Total. La pensée politique d'une firme qui, par ailleurs, est très prolix ; ses PDG et responsables de communication, à flux tendu, commentent l'actualité. Dès que je me suis mis à relire sur ce concept de totalitarisme, je suis tombé sur des politologues comme

Benjamin Barber qui disent : *attention, le totalitarisme est un mot grave qu'on doit réserver pour des moments historiques très précis. Ce n'est pas un mot qu'on peut utiliser à toutes les sauces, qu'on peut galvauder, le totalitarisme convient à nommer des régimes spécifiques comme le stalinisme, l'hitlérisme et ainsi de suite*. Je m'inscris en faux contre cette idée qu'un tel mot devrait seulement être apposé sur une seule situation historique. Mais je conviens il va sans dire qu'on ne peut pas tout confondre, alors il m'a semblé requis de l'adjectiver. Pour le stalinisme, l'hitlérisme, le régime de Mussolini, de Franco, ces régimes avec des chefs autoritaristes, je me suis permis de parler d'un totalitarisme psychotique, en me référant au vocabulaire psychanalytique pour évoquer un totalitarisme qui renvoie à une source très identifiable du pouvoir, en tout cas dans sa représentation. Avec le totalitarisme oligopolistique des grandes firmes multinationales dont Total se réclame jusque dans son nom, on est plutôt passé à un totalitarisme pervers qui vise à faire en sorte que l'exercice du pouvoir passe au niveau de son administration objective. Que l'exercice du pouvoir soit dans des règles, passe dans des modalités opérationnelles qui s'inscrivent même dans l'air du temps de façon à ce qu'un chef d'entreprise dise : « *C'est la loi, c'est comme ça que ça fonctionne, je n'y suis pour rien. Si je suis coupable de quelque chose, ou si je suis responsable de quelque chose, vous n'avez qu'à me poursuivre, il y a les lois qui existent, ce qu'on fait est légal...* »

LE TOURISME N'EST PAS UN HUMANISME

Les opérateurs touristiques s'inquiéteraient-ils ? Cette année les termes de « *sur-tourisme* » et de « *tourismophobie* » émergent plus souvent que d'ordinaire. Point la crainte de voir un marché contesté par des associations d'habitants ou des militants écologistes, des altermondialistes, des zadistes. Dans ce contexte, il faut se méfier des mots et lire entre les lignes : l'usage du terme de tourismophobie traduit l'intention de disqualifier toute velléité critique à l'encontre du phénomène touristique. Parler de phobie consiste en effet à étiqueter comme pathologique ce genre de critique et à considérer comme normaux et souhaitables les flots de touristes débarquant sur des *hot spots* aux quatre coins du globe. Soyons clairs : critiquer le tourisme, en tant que phénomène dévorateur d'altérité, paraît plus pertinent que critiquer les touristes, considérés en tant qu'individus. Nous sommes tous des touristes potentiels ; qui reprocherait à un poisson rouge de respirer l'eau de son bocal ? Personne. On n'échappe ni à son ombre ni à son époque. On n'échappe plus au système touristique. Or c'est là que le bât blesse et qu'il faut s'ébrouer, à cause de cette mise en coupe réglée du monde par et pour les organisations touristiques. Le tourisme tient désormais le voyage empêtré dans ses filets. Les « *étonnants voyageurs* » sont devenus, qu'ils l'admettent ou pas, les chefs de file des cohortes, certes inégales en nombre, qui leur emboîtent le pas. Ils entretiennent aussi, eux parmi d'autres icônes de la mondialisation, la valeur positive accordée au déplacement, dont la dimension morale mérite d'être révisée : n'en déplaise aux bien-pensants, le monde n'est pas devenu plus pacifique et plus harmonieux depuis que les gens le parcourent dans ses grandes largeurs.

Le tourisme, notamment dans les pays qu'on dit en voie de développement, établit une relation asymétrique entre 1) ceux qui disposent des moyens financiers de voyager pour le plaisir et ceux qui les accueillent en espérant mieux vivre et 2) entre les oisifs temporaires et les travailleurs se mettant à leur service. L'inégalité de la relation touristique est chiffrable : dans un article⁽¹⁾ l'économiste Gilles Caire signalait qu'en moyenne 20% du coût d'un forfait touristique international acheté en Europe restaient dans le pays d'origine. 37% revenaient à la compagnie aérienne. Seulement 43% du prix du forfait atteignaient la destination. Mais, sur place, il faut déduire l'achat de produits d'importation : boissons, aliments, climatisation, moyens de communication, énergie... Plus radical encore (!), en février 2018 Charles de Vivie, cadre dirigeant du groupe Kuoni, explique dans *Le Quotidien du Tourisme*⁽²⁾ que « *tant pour un voyage moyen que long courrier, 80% du bénéfice du voyage restent dans le pays de départ* ». C'est dire que le tourisme répartit bien mal les richesses.

À cette étape de la réflexion interviennent généralement les partisans du tourisme durable, qui sont les défenseurs parmi les plus acharnés d'un tourisme paré de toutes les vertus. Espèrent-ils réellement renverser la tendance ? Ils ne représentent cependant pas grand-chose, sinon une petite goutte d'eau versée dans l'océan du secteur touristique ; et si le succès venait au rendez-vous, cela signifierait la fin de cette soi-disant durabilité, car la quantité est en l'occurrence ennemie de la qualité.

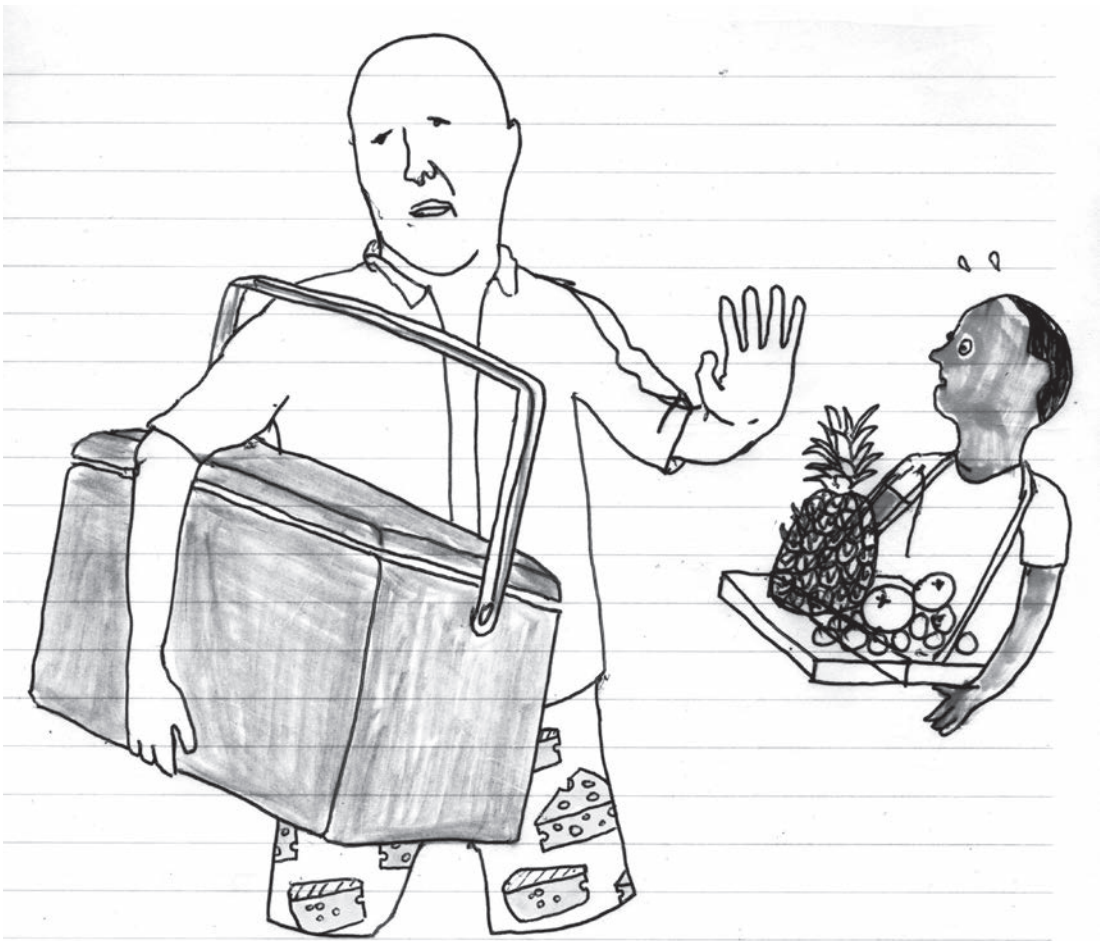


Illustration : Olivier Spinevine

À l'occasion d'un petit déjeuner-débat organisé sur le thème du tourisme durable, *Le Quotidien du Tourisme* a récemment réuni les représentants de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) et de quelques grands opérateurs touristiques : Club Med, Comptoir des Voyages, Kuoni... Les propos sont instructifs, édifiants même : selon Charles de Vivie (groupe Kuoni), la compensation carbone intéresse moins de 1% des clients, chiffre révélé par une étude menée par Easyvoyage. Sur le sujet, Clémentine Concas (groupe Barrière) précise que le client « *recherche avant tout un menu bon pour lui et tant mieux s'il est aussi bon pour le climat* ». Selon Roch Guilbert (Prony Voyage), « *le seul tourisme durable c'est le tourisme organisé* » et « *mieux vaut un bon Club Med bien organisé que des gens qui partent partout et ne sont pas contrôlés* ». Ch. de Vivie insiste : « *Si vous envoyez des clients vers des destinations bien équipées, ayant les infrastructures pour les accueillir, il n'y a pas de problèmes... des clients un peu "bobos" comme on les imagine, qui vont sortir des sentiers battus, feront plus de dégâts qu'un charter d'Allemands dans une destination dimensionnée pour les accueillir* ». Roch Guilbert poursuit en prenant l'exemple des bateaux de croisière : « *Il peut y avoir 3.000 personnes mais, si c'est bien géré, c'est beaucoup moins nocif que si on les lâche* » (c'est moi qui souligne).

Bref, le tourisme durable devient la cerise éthique sur le gâteau de l'hédonisme touristique ; cette préoccupation passe très bien en matière de communication et entre de plain-pied dans les stratégies de *storytelling* qui valorisent les opérateurs et rehaussent symboliquement les destinations, notamment si l'on parle des quelques projets locaux financés grâce au tourisme. À des fins de soutenabilité, nous explique-t-on, la multiplication des organisations et la création d'infrastructures - un facteur d'artificialisation des lieux qui n'est pas considéré comme un problème - permettent de mieux gé-

rer les flux et de contrôler les usages des clients. Notons que les discours sur l'évasion et la subversion du quotidien, traditionnellement associés au voyage, ont amplement cédé devant l'argumentaire de la contention et du contrôle.

À l'exemple des démarches de « *responsabilité sociale et environnementale* » connues dans d'autres secteurs, les opérateurs touristiques s'inquiètent des impacts de leurs activités, car ils redoutent une législation coercitive. Ils préfèrent donc classiquement prendre les devants en produisant une *soft law* faite de certifications et de labellisations organisées par eux-mêmes, pour eux-mêmes. Rien de très nouveau en somme, et surtout pas de quoi transformer radicalement l'activité touristique. D'ailleurs là n'est pas l'objectif.

Ce genre de débat renforce le consensus touristique en lui injectant un euphorisant éthique qui couvre le caractère indéniable de sa toxicité sociale et environnementale. Aujourd'hui seuls les mouvements de refus affrontent la *doxa* majoritaire en posant ouvertement le débat sur le plan politique. En effet, ici et là des opposants retardent ou empêchent des projets touristiques grâce à des manifestations sur le terrain doublées d'actions juridiques. L'argumentaire ne se limite pas à « *not in my backyard* » ; de plus en plus souvent il entonne l'air de « *ni ici ni ailleurs* ». C'est un modèle de développement qui est contesté, voire tout un mode de vie dont le tourisme est l'emblème : le plaisir factice de la consommation sans limite. Le refus des projets toxiques et inutiles reste probablement le (dernier ?) bastion de l'esprit révolutionnaire.

Rodolphe Christin

(1) « À qui profitent les vacances ? » Cf. *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

2. N° 3884, 22 février 2018.

LE VRAI SCANDALE HULOT



Illustration : Yam Bastard

Voici maintenant plus de 10 ans, en réponse à son fameux « pacte écologique », *La Décroissance* avait lancé le Pacte contre Hulot. Bien que signé par plus de 10.000 internautes et largement relayé dans le monde militant, celui-ci fut ignoré par les grands médias avec autant d'empressement qu'ils avaient mis à célébrer le premier. Que faisait observer le Pacte contre Hulot ? On pourrait le résumer par cette formule de bon sens de Jean Lassalle, député de centre droit et loin du portrait commun du zadiste au couteau entre les dents, qui déclara le 9 octobre 2008 à l'Assemblée nationale : « *Je propose d'élever Nicolas Hulot au rang de père de la Nation, et même, profitant des bonnes relations qu'entretient le président de la République avec le pape, de le canoniser. Il serait en effet prudent de le mettre à l'abri de la justice, qui risque de lui demander un jour des comptes : car c'est bien l'argent des grands spéculateurs les plus pollueurs qu'il blanchit, ou verdit, dans sa fondation !* » *La Décroissance* a développé de multiples analyses en ce sens, quitte à être redondant au risque de parfois lasser ses lecteurs. Elle fut bien seule, à commencer à gauche où les partis communiste, socialiste et bien sûr Europe-Écologie-les Verts, s'étaient empressés d'aller signer le pacte de l'enfant chéri du capitalisme-libéral vert et de l'(éco)société du spectacle. Ce sont d'ailleurs ces mêmes partis qui n'auront de cesse de soupçonner les objecteurs de croissance de n'être jamais assez anticapitalistes... Est-il encore nécessaire d'argumenter ? C'est bien connu : il n'est pas pire sourd que celui qui ne veut entendre, mais prenons, encore, un seul exemple symptomatique : « *Pour avoir discuté avec pas mal d'industriels automobiles, si on leur fixe des règles claires, ils seront capables de s'adapter, y compris l'industrie automobile allemande* », affirmait Nicolas Hulot encore président de sa fondation, sponsorisée par Norauto et Autoroutes du Sud de la France, sur la principale chaîne de radio d'État française (France Inter, 6 octobre 2009). Sa ligne

n'a pas varié : Vive les Porsche bio ! Hélas, une décennie plus tard, des écolos, à l'image de l'ex-rebelle José Bové, le soutiennent encore. Le 28 février 2018, le député européen du parti français Europe Écologie-les Verts lui a lancé, sur cette même antenne, un grand : « *Tiens bon Nicolas !* ».

Nos analyses n'ont bien sûr jamais eu accès au micro de France Inter, hormis au travers d'un humoriste qui fut viré rapidement aussi pour cette raison⁽¹⁾, et le silence des grands médias face au Pacte contre Hulot fut si assourdissant que, par dérision, nous avons créé une médaille « du journaliste qui fait son travail » pour le premier d'entre eux qui oserait en parler. Le 17 septembre 2008, nous relations ironiquement : « *Déjà plus de 5.000 signatures pour le "Pacte contre Hulot" et aucun, oui aucun journaliste n'est arrivé à écrire une seule ligne sur le sujet. La médaille ci-dessous est à découper et à poser sur ta veste si toi, journaliste au service d'un média dominant, tu es le premier à rompre ce tabou.* »

Et voilà que 10 ans plus tard le scandale Hulot explose dans les grands médias ! Le travail du Pacte contre Hulot relevant l'imposture écologique de « *l'ex-présentateur de l'émission "Ushuaïa" (TF1) promu ministre d'État* » (*Le Monde diplomatique*, juillet 2017) arrive-t-il enfin sur la scène médiatique ? Désormais numéro 3 du gouvernement français, Nicolas Hulot est d'autant plus le plus parfait « idiot utile » du capitalisme libéral, comme il l'a été tout au long de sa carrière ; sa fonction a toujours été de parasiter l'espace de l'écologie en promettant de rendre (éco)compatible le capitalisme libéral et la société du spectacle. Aujourd'hui, il permet au gouvernement d'Emmanuel Macron de se donner une image verte à peu de frais.

Non, bien sûr, tout cela serait avoir des illusions bien naïves dans le système médiatico-politique. Ce genre d'analyses de fond non seulement n'intéresse pas les grands médias, mais surtout elle remet en cause ce qu'ils sont. Nous n'y reviendrons pas davantage ici. La seule chose qui ait pu les intéresser, ou plutôt les passionner, ce sont de vieilles affaires

de mœurs, prescrites, le concernant. Voilà ce qui excite et met au travail avec zèle nos « grands » défenseurs de la liberté de la presse. Toutefois, curieusement, alors que la mode est plutôt au lynchage sur la nouvelle place publique, renommée les « réseaux sociaux », sans présomption d'innocence, certains feignent cette fois de s'en indigner. Et le gouvernement a volé au secours de son protégé. « Selon que vous serez puissant ou misérable... » Nous ne plaindrons pas Nicolas Hulot d'autant plus qu'il a même été paparazzi dans sa jeunesse. Ce début 2018, le produit le plus achevé du capitalisme-libéral et de la télé s'est simplement retrouvé dans la position de l'arroseur arrosé. Lui-même nous avait expliqué de visu « manipuler » les médias, les gouvernements, les entreprises... Nous avions à l'époque bien ri de ce niveau de naïveté sidéral.

Le « scandale Nicolas Hulot » révèle en fait celui du système médiatico-politique qui l'a fait (enfant) roi : « *J'ai tenté un jour de devenir adulte et j'y ai définitivement renoncé* » (revue *Psychologies*, janvier 2007).

Vincent Cheynet, rédacteur en chef du journal français *La Décroissance*

(1) Chronique de Stéphane Guillon à la matinale de France Inter le 6 octobre 2009. Nicolas Hulot avait alors accusé Stéphane Guillon de « *procédés de petit corbeau* » (JDD, 10 novembre 2009). Fort de ses soutiens politiques au plus haut niveau, l'animateur de TF1 avait, chose exceptionnelle, réussi à obtenir des excuses publiques du Président de Radio France, Jean-Luc Hees : « *En mon nom personnel, et au nom de Radio France, je vous présente mes excuses.* » Stéphane Guillon était peu après débarqué de France Inter.

QUAND LES RICHES FONT SÉCESSION

Parfois, certains critiquent les communautés immigrées qui ont tendance à se regrouper dans certains quartiers. Si ceux-là, comme toujours et partout dans le monde, tentent de recréer du lien social, il en est d'autres qui, sur base de distinction de classe, tentent de s'isoler et de se protéger du reste de la société.

Bruxelles (après Dubaï paraît-il) est une des villes les plus multiculturelles au monde. Les Portugais à Saint-Josse, les Maghrébins à Molenbeek, les Turcs à Schaerbeek et Saint-Josse... se retrouvent en grand nombre dans certains quartiers et certaines rues. C'est surtout pour maintenir du lien social, pour disposer de commerces qui leur offrent des produits de leurs régions d'origine, qu'ils se regroupent. Mais ces zones où, malgré leur déracinement, ils se sentent moins isolés, sont ouvertes sur le reste de la société et quiconque veut humer un air où flottent d'autres parfums plus méditerranéens ou veut acheter des produits « exotiques » y est le bienvenu. Il en va tout autrement dans quelques coins qui semblent vouloir s'inspirer d'une logique urbanistique venue des États-Unis et nommée *gated communities*.

Ce modèle, encore fort heureusement rare chez nous, voit se développer des résidences entourées de murs et fermées par des grilles, surveillées par des dispositifs électroniques, gardées par des vigiles qui interdisent l'entrée aux visiteurs non conviés. Des ménages, en général issus des classes bourgeoises ou moyennes aisées, recherchent l'entre-soi et rejettent tout ce qui ne leur ressemble pas. On a là une ségrégation volontaire, un retrait de la société, une méfiance vis-à-vis d'autres catégories de population considérées comme gênantes, voire dangereuses. Les non-résidents sont perçus comme des étrangers et l'on y refuse l'autre, perçu comme une menace pour sa sécurité. Cet « *enfermement volontaire* »⁽¹⁾ est vertement critiqué par quelqu'un comme Thierry Paquot, l'éditeur de la revue *Urbanisme* qui décèle un phénomène planétaire, ces « villes privées » qu'il considère comme une dérive menaçante pour l'urbanisme futur⁽²⁾.

Avant d'en venir à Bruxelles, considérons donc ce phénomène de plus en plus répandu de par le monde. Son émergence est datée des années 1980 aux États-Unis et y connaît un boom dans les années 90. À cette époque déjà, « 40% des nouveaux programmes immobiliers étaient ceints de murs ou de barrières (...) et au sud du pays, dans des métropoles comme Houston, près d'un quart des habitants se trouvaient déjà dans un ensemble clos ».⁽³⁾ Par la suite, le modèle s'est exporté surtout vers le sud de la planète, dans des pays où les inégalités sociales sont particulièrement criantes (Rio de Janeiro et Sao Paulo au Brésil, Johannesburg en Afrique du Sud, voire à Shanghai où la planification de quartiers nouveaux s'accompagne quasi systématiquement de la création d'énormes *gated communities* rassemblant plusieurs milliers d'habitants). En Europe, au sud de la France, notamment du côté de la Côte d'Azur, la formule attire des retraités aisés (et peureux ?).

Ces exemples étrangers devraient dissuader ce choix élitaire. En effet, on constate qu'il ne s'y déroule quasi aucune vie sociale et, qu'en journée, l'animation est principalement le fait du personnel domestique. Reprenons ici le tableau peu en-

gageant dressé par Claire Scohier d'Inter-Environnement Bruxelles : « Les riches qui se soumettent à ce régime de protection mènent leur vie sous la surveillance permanente des dispositifs qu'ils ont eux-mêmes appelés de leurs vœux pour surveiller l'autre (remettre des listes d'invités, avoir toujours son badge, problèmes de pannes...). En définitive, la *gated community* entretient le phénomène qu'elle est censée combattre. Loin de réduire le sentiment d'insécurité, ces enclaves les augmentent. La vie surprotégée rend l'individu intolérant au moindre bouleversement de sa vie bien ordonnée et angoissé à l'idée de toute confrontation de ce qui n'appartient pas à son monde. (...) Ces manières d'habiter créent surtout un univers paranoïde en accentuant le sentiment d'insécurité et le climat de méfiance générale. La multiplication des murs et des clôtures peut produire un effet anxiogène qui laisse à penser que si la zone est clôturée, c'est qu'elle n'est pas sûre (Barron, 1998) »⁽⁴⁾. Claire Scohier prévient aussi : « Les *gated communities* dévient la délinquance vers d'autres zones plus fragiles, moins sécurisées, augmentant d'autant l'insécurité (réelle ou supposée) dans les environs et dans les quartiers les plus défavorisés ».

LE REPLI COMMUNAUTAIRE MENACE-T-IL À BRUXELLES ?

Pour ce qui est de Bruxelles, le modèle des résidences fermées n'est certainement pas aussi répandu que dans d'autres lieux où les inégalités sont plus criantes. Citons toutefois le bien nommé Clos des millionnaires en bordure du Bois de la Cambre, le complexe Via Quattro Fontane, clos résidentiel voisin de la Chapelle de Boondael à Ixelles⁽⁵⁾ ou un petit ensemble aux jardinets très sécurisés entre la rue des Palais et la rue de la Poste, dans un quartier populaire de Schaerbeek. Inter-Environnement Bruxelles classe aussi dans cette catégorie la tour Premium baptisée Up Site ; cette tour de 40 étages, plantée au bord du canal au quartier nord, présente en effet bien des caractéristiques d'une *gated community* : des appartements de luxe, une piscine, une salle de bien-être, un jardin intérieur privé, des commerces et une *kids factory*, le tout entièrement sécurisé et minimisant au maximum les liaisons avec le quartier.

Illustration : Aurélie Garnier



Parfois, cependant, certains imaginent de se réserver des espaces qui étaient auparavant publics. Ainsi, à Ixelles, le Val de la Cambre est un ensemble privé traversé par un cheminement piéton qui relie la plutôt chic avenue Duray (et l'abbaye de la Cambre) à la plus animée avenue de l'Hippodrome. Cet ensemble résidentiel huppé a été terminé en 1934 et a toujours été ouvert au passage des riverains. Or, en 2009, ceux-ci furent surpris de voir apparaître une grille de fer forgé qui barrait le passage. Une serrure à code sur une porte réservait l'accès aux résidents. L'auteur de ces lignes, alors conseiller communal à Ixelles, interpella le Collège sur cet acte qui contrevenait à l'obligation de ne pas interrompre un passage public existant depuis plus de 30 ans. Après un débat animé entre ceux favorables au droit de propriété des plus aisés et ceux sensibles aux besoins de mobilité de tout un chacun, la décision fut de ne pas accepter ce fait unilatéral. Hélas, même si la porte ne fut jamais fermée, même de nuit, ce qui était la position de repli des propriétaires, un recours devant la Région permit, 4 ans plus tard, de régulariser l'édification de cette barrière plutôt dissuasive.

Et voici qu'en ce début 2018, la copropriété revient à l'offensive et dépose un permis d'urbanisme pour édifier une nouvelle clôture à l'autre extrémité de la voirie. Habile manœuvre : étape après étape, les propriétaires tentent de protéger leur rue du monde extérieur. La réunion de concertation qui devait donner son avis sur ce projet a permis d'entendre les motivations de la copropriété. Étonnant : la principale gêne était la nécessité de devoir enlever, certains matins, les canettes abandonnées par des clients du *night-shop* situé à l'entrée du site. Or, le travail du fort efficace comité de quartier a permis de constater que ce *night-shop* faisait partie de la

copropriété et que des tensions en son sein étaient fortes. Quand le serpent propriétaire se mord la queue et résout ses contradictions aux dépens des autres utilisateurs de la rue... Barrer la route à des centaines de citoyens juste pour de légères incivilités que tout le monde vit, montre bien la logique élitaire qui se cache derrière ces menées ségrégationnistes.

Fort heureusement, nous apprenions, ce début avril, que le collège d'Ixelles, mis sous pression de la mobilisation citoyenne, signifiait son refus de voir une deuxième barrière s'ajouter à la première. Et si on faisait enlever celle-ci sans attendre la prochaine offensive des proprios exclueurs ?

UNE ÉVOLUTION SOCIÉTALE INQUIÉTANTE

Les *gated communities* sont un symptôme inquiétant, pointe émergée de l'iceberg de la dualisation des territoires. Inter-Environnement Bruxelles dénonce depuis longtemps la gentrification qui sévit dans les quartiers centraux de la ville. Récemment *Brussels Studies* a évalué scientifiquement ce rejet vers de lointaines périphéries de ceux qui n'ont pas les moyens de se payer les loyers des zones favorisées⁽⁶⁾.

Ce sont là des manifestations, parmi d'autres, d'une poussée vers la dualisation des sociétés. Beaucoup y participent lorsqu'ils passent des vacances dans des « clubs » lointains qui leur permettent de profiter d'un soleil tropical mais dans des enclos d'où sont exclus les indigènes, toujours va-

guement inquiétants vu leur « étrangeté » (alors que ce sont eux qui sont les étrangers).

Depuis les libertariens qui veulent construire des îles artificielles pour hyper-friqués où ils pourront édicter leurs propres lois anti-solidaires, jusqu'aux transhumanistes qui imaginent un monde où « co-habiteraient » les humains augmentés et les humains-chimpanzés non technologisés, certains ne veulent décidément pas construire du commun. Irait-on vers le sinistre scénario imaginé par Jean-Christophe Ruffin dans sa fiction *Globalia*⁽⁷⁾, où des privilégiés réfugiés dans les cités sous cloche, les « zones sécurisées », se contentent d'extraire la richesse matérielle venue du reste de la planète, les « non-zones », où règnent le chaos et la violence ?

Alain Adriaens

- (1) S. Degoutin, *Prisonniers volontaires du rêve américain*, Paris, Éditions de la Villette, 2006.
- (2) Collectif, dir. Thierry Paquot, *Ghettos de riches - Tour du monde des enclaves résidentielles sécurisées*, Perrin, septembre 2009.
- (3) *Les Gated Communities : des ghettos de riches?*, Éric Charmesars 2011, <http://www.laviedesidees.fr/Les-Gated-Communities-des-ghettos.html>, réf : T. Sanchez, R. Lang & D. Dhavale, « Security versus Status? A First Look at the Census's Gated Community Data », Alexandria, *Metropolitan Institute*, Virginia Tech, 2003.
- (4) Claire Scohier, « Bruxelles et les gated communities », mars 2011-<http://www.ieb.be/Bruxelles-et-les-gated-communities>
- (5) Pour les intéressés, un appartement y est à vendre pour la modique somme de... 995.000€ : <https://www.victoire.be/fr/immobilier/3222636/apartment-for-sale-ixelles>
- (6) Sarah De Laet, « Les classes populaires aussi quittent Bruxelles. Une analyse de la périurbanisation des populations à bas revenus » - <http://journals.openedition.org/brussels/1630> .
- (7) Jean-Christophe Ruffin, *Globalia*, Paris, Gallimard, 2005.

Nous avons dissocié la technicité de la loi de la morale élémentaire, ainsi ce n'est pas parce que quelque chose est nettement immoral aux yeux de tous que cela est illégal. Une activité industrielle ou commerciale peut encore très bien relever de la légalité, même si elles choquent tout le monde : on peut corrompre, on peut massivement polluer, on peut faire travailler des enfants, on peut contrôler les marchés, on peut détourner les autorités fiscales, on peut truquer des élections, on peut financer des guerres... C'est légal ! Parce que ce n'est pas interdit dans tel pays, parce qu'il y a un vide juridique, parce qu'il y un État complice qui nous couvre plutôt que de nous sanctionner, parce qu'il y a une distinction entre les maisons mères et les filiales, parce que, parce que, parce que...

Et donc, cet état de fait, permet à des chefs d'entreprise de se présenter comme étant sujets à un ordre qu'ils ont élaboré, qui fonctionne un peu de lui-même et le chef, le président, le directeur général de la firme pourra mourir sur la piste de décollage d'un aéroport à Moscou, ça ne changera rien⁽²⁾. Le régime continuera de tourner et on ne sera pas capable de l'arrêter.

Total ne tient pas sans paradis fiscaux, mais également sans notre médiocre dépendance au pétrole, vous êtes d'accord ?

Effectivement ce sont deux chantiers que j'ai pu explorer dans d'autres contextes. En fait ce qui m'intéresse, au-delà des paradis fiscaux, ce sont les législations de complaisance, c'est-à-dire cette catégorie générique qui comprend autant les paradis fiscaux que les zones franches dans le domaine du travail, que les ports francs dans le domaine du transport maritime, que les paradis réglementaires dans le domaine de la finance, de l'assurance, de la spéculation boursière ou dans ceux d'autres secteurs : les mines par exemple, les brevets ou les plateformes d'exploitation en mer. Ce qui est intéressant, c'est de voir aujourd'hui, s'il y a 80-90 législations de complaisance dans le monde, de pa-

radis fiscaux, de paradis règlementaires, les zones franches, les ports francs... C'est que chaque zone de complaisance est comme une boutique dans un centre commercial ou sur une rue commerçante. C'est-à-dire que chaque législation de complaisance a sa compétence propre pour permettre à des acteurs qui sont contraints quelque part dans le monde de créer une filiale dans ce pays où tout devient possible.

Le problème aujourd'hui avec la mondialisation, c'est qu'un administrateur d'une grande entreprise ne se demande pas si ce qu'il a en tête est légal ou illégal, il se demande où il peut inscrire son opération pour qu'elle devienne légale. Et donc les législations de complaisance sont devenues comme une vaste supercherie, un vaste processus visant à légaliser ce qui passerait chez soi, où on est actif, comme un méfait. La loi, le droit, la frontière, la souveraineté de l'État ne valent pour rien ou ne pèsent plus que sur la classe moyenne et sur les prolétaires, ce qui revient un peu près au même, la classe moyenne étant constituée de prolétaires avec de l'argent.

Quand on s'était rencontré la dernière fois⁽³⁾, vous me disiez : « Quand on se met à écrire des livres c'est que la solution est différée et qu'on pense qu'en écrivant on en vient à un moment donné à quelque chose qui peut remplir une partie de la solution... » Notre envie d'écrire est aussi un peu un aveu d'impuissance ? Et quand on lit l'ouvrage sur Total c'est aussi un peu ça, on se dit : « Mais que peut-on faire à part écrire ou aller se faire péter au siège, mais encore ça ne servirait à rien »...

Je ne préconise pas encore le suicide collectif. Il y a des actes, des gestes, pas seulement écrire, mais militer, désobéir, s'interposer... qui renvoient à une position qui est à la fois désespérée et pleine d'espoir. On s'engage politiquement le jour où on est face à un problème dont on ne trouve pas la solution. S'il y a une solution, on l'applique et il n'y a plus de problème, on passe à la question suivante. Il y a de la politique du moment où ça résiste, du moment où ça

nous dépasse, du moment où c'est décourageant. Et c'est quand c'est décourageant qu'il faut faire preuve de courage, on ne fait pas preuve de courage quand une situation apparaît facile. C'est parce qu'il n'y a pas toujours immédiatement de solution toute faite qu'on écrit, qu'on pense, qu'on se rassemble, qu'on réfléchit, qu'on se bouge et qu'on s'essaie à diverses choses. En sachant que même s'il n'y a pas immédiatement la solution, il y a néanmoins par médiation au-delà de ce que notre imagination est capable de concevoir, des enchaînements, des conjonctures, des surprises, des aléas qui font qu'un jour on approchera de quelque chose qui est de l'ordre de la solution telle qu'on n'aurait même pas pu l'imaginer au départ. Et c'est à force de positionnements intermédiaires, de médiations, d'actes de foi, de professions de foi, de tentatives, de jeux d'essais et d'erreurs qu'on avance et, comme le disait quelqu'un qui a été un maître pour moi, François-Xavier Verschave, c'est au cumul des échecs, des tracts qui finissent dans les caniveaux, des livres qui passent au pilon, des manifestations qui finissent sous les matraques, des grèves qui tournent à vide, des canards qui ne sont lus par personne, c'est à force de bouger et d'échouer qu'on arrive à un certain nombre de victoires parce que le pouvoir accuse l'impact de toutes ces avancées et tout d'un coup ça sera l'assurance maladie universelle, les congés payés, un certain nombre de droits par rapport à la sécurité au travail, par rapport aux minorités sexuelles. Ce n'est jamais le grand soir, ce n'est jamais fini, mais c'est à coup de tentatives qu'on tend vers nos fins et arrive à certaines d'entre elles.

Propos d'Alain Deneault recueillis par Alexandre Penasse, en débat public à la librairie Filiigranes, le 23 mars 2017. Retranscription enregistrement : Sébastien Gillard.

- (1) « *De Quoi Total est-elle la somme ? Multinationales et perversion du droit* ». Rue de l'échiquier & Écosociété, 2017, 511 pages.
- (2) Christophe de Margerie, ancien PDG de TOTAL, est mort dans un accident d'avion à Moscou en 2014.
- (3) « La production moderne de la médiocrité », Kairos avril-mai 2017.

CLIMAT : DES TEMPÊTES D'ÉMOTIONS À VENIR

Les climatologues étudient le changement climatique.
Mais qui étudie les climatologues ? Ont-ils des émotions ? Doivent-ils les exprimer ?

On le sait bien, les événements climatiques extrêmes tuent : inondations, incendies, sécheresses et ouragans font déjà des victimes par milliers. Et lorsqu'on n'en meurt pas, les dommages corporels et matériels sont considérables... sans compter les dommages psychologiques immédiats !

En effet, il peut y avoir des réactions de stress intense (choc, trauma) ainsi que des réactions plus durables telles qu'anxiété, irritabilité, apathie, perte d'estime de soi, culpabilité, dépression, confusion, insomnie, troubles alimentaires ou encore difficultés à prendre des décisions⁽¹⁾. Pour certaines personnes, cela se manifeste par un profond désespoir, comme en témoigne une étude récente qui dénombre 60.000 suicides en Inde durant ces trente dernières années à cause des augmentations de température⁽²⁾.

Ce que l'on connaît moins, c'est l'effet progressif et presque imperceptible du changement climatique sur notre santé mentale et dans notre quotidien.

Ainsi, comme le remarque l'éditorial d'un numéro spécial de la prestigieuse revue de climatologie *Nature Climate Change*⁽³⁾, il est un sujet assez peu étudié mais en plein essor : celui de la perte (*loss*), du deuil, du chagrin ou du désespoir que provoque ce changement graduel dans les paysages et les écosystèmes. C'est un symptôme d'autant plus marqué que les personnes sont attachées à leur environnement naturel. Les chercheurs parlent alors de *deuil écologique* (*ecological grief*) pour désigner les effets de la perte de territoires, de lieux, de proches, d'espèces, de repères, d'identités culturelles, de savoirs, etc.⁽⁴⁾

LE PLEIN D'ÉMOTIONS CHEZ LES CLIMATOLOGUES !

Ce que l'on connaît encore moins, reprend l'éditorial, c'est la santé mentale des chercheurs dont le champ d'études touche aux catastrophes et aux changements globaux (et qu'on appelle en anglais les *survival sciences*, comme la climatologie, la géologie, l'écologie, l'océanographie, etc.). Car eux aussi sont plongés quotidiennement dans une information anxiogène. Ils sont même exposés au déni et à l'apathie du grand public, ainsi qu'à leur hostilité encore fréquente. Le bon cocktail pour la dépression !

Pire, ils sont logiquement plus sensibles à l'environnement que la moyenne, ce qui les expose à plus de déceptions et d'émotions négatives... alors même que leur profession leur demande de ne pas les exprimer et de rester le plus neutre et objectif possible. La chercheuse spécialiste des effets du climat sur la biodiversité, également co-rédactrice des rapports du GIEC, Camille Parmesan, s'est même déclarée publiquement « en dépression professionnelle »...



Illustration: Anir Amsky

Une seule petite étude existe sur l'état psychologique des climatologues, mais basée sur un échantillon de 43 personnes. Résultat ? Deux tendances notables : la haute fréquence d'émotions négatives, comme la tristesse et la frustration, suivie de très près par des émotions positives comme l'espoir et l'optimisme. Dans une étude similaire chez les biologistes de la conservation (échantillon de 200 personnes), 35 % ont déclaré avoir ressenti une « inquiétude constante » et 49 % ont déclaré s'inquiéter de l'état futur de la planète...

Si ce champ d'études est encore embryonnaire, la communauté scientifique se rend enfin compte de son importance. Comme le résume la psychologue Susan Clayton, « *la recherche devrait explorer des stratégies pour aider [les chercheurs] à faire face à ces émotions. Leur motivation et leur capacitation sont importantes pour nous tous* ».

Ce n'est pas si simple... Chez les scientifiques, le mot d'ordre implicite est de ne jamais utiliser la première personne. Ne jamais subjectiver le discours. Cette culture scientifique traduit une peur de paraître irrationnel, au risque de perdre sa crédibilité. Selon l'historienne des sciences Naomi Oreskes⁽⁵⁾, « *dans les cercles scientifiques, si vous êtes émotif, on suppose que vous avez perdu votre capacité à évaluer les données calmement et que vos conclusions deviennent donc suspectes* ».

Or, pour la philosophe Sabine Roeser⁽⁶⁾, l'affaire est claire : les émotions constituent le « *chaînon manquant dans une communication efficace* ». Pour elle, les émotions sont nécessaires pour comprendre l'impact moral des risques liés au changement climatique et motiver les gens à changer. Il faut donc les exprimer !

En outre, de nombreuses recherches, dont celles du spécialiste des sciences cognitives Antonio Damasio, montrent que les émotions sont un ingrédient préalable à toutes les prises de décisions dans notre cerveau⁽⁷⁾. Chez des personnes dont les connexions entre les zones « pensantes » et « émotionnelles » du cerveau ont été endommagées, il a montré qu'elles étaient incapables de prendre des décisions par incapacité de « ressentir » les différentes options. Ce qui confirme qu'il est indispensable de s'intéresser aux émotions, et même de les comprendre.

La bonne nouvelle, c'est que ces constats nourrissent et rejoignent des encouragements croissants à ce que les scientifiques incluent l'expression de leurs émotions dans leur communication. Naomi Oreskes fait partie de ces voix qui se lèvent. Après avoir montré comment cette culture de l'indifférence feinte a conduit les climatologues à transmettre une version sous-estimée des dangers climatiques⁽⁸⁾, elle soutient aussi que les scientifiques devraient exprimer leurs inquiétudes beaucoup plus clairement.

Quand un climatologue n'arrive plus à contenir ses larmes d'inquiétude et d'impuissance ; quand un professeur d'une université australienne déclare la mine déconfite souffrir de dépression : « *Il y a des jours où je suis déprimé car ce que je sais et que je vois venir n'est pas bon* »⁽⁹⁾, comment ne pas se sentir touché ? Pour nous, le message est bien plus percutant que la simple lecture d'un résumé (froid) destiné aux décideurs des rapports du GIEC. Tout cela résonne parfaitement avec notre propre expérience de collapsologues, et d'échanges avec le public.

Car comme le résume Oreskes, « *Comment pouvez-vous communiquer le danger sans emphase émotionnelle ? Comment pouvez-vous dire à quelqu'un qu'il ou elle devrait être inquiet lorsque vous ne semblez pas vous inquiéter ?* ».

Pablo Servigne, Raphaël Stevens & Gauthier Chapelle

- (1) Voir notre chronique « *Quand les catastrophes nous font perdre la tête* », *Kairos*, n°31, octobre-novembre 2017.
- (2) T. Carleton, « *Crop-Damaging Temperatures Increase Suicide Rates in India* », *PNAS*, vol. 114, n°33, 2017, pp. 8746-51.
- (3) « *Focus on Climate Change and Mental Health* », *Nature Climate Change*, vol. 8, n°4, 2018, p. 259. Voir aussi notre chronique « *Le côté lumineux du désespoir* », *Kairos*, n°33, mars-avril 2018.
- (4) A. Cunsolo & N.R. Ellis, « *Ecological grief as a mental health response to climate change-related loss* », *Nature Climate Change*, vol. 8, n°4, 2018.
- (5) Oreskes N, « *The scientist as sentinel* », *Limn Mag*, n°3, 2013.
- (6) S. Roeser, « *Risk communication, public engagement, and climate change: a role for emotions* », *Risk Analysis*, vol. 23, n°6, 2012, pp. 1033-40.
- (7) A.R. Damasio, *L'erreur de Descartes : La raison des émotions*, Odile Jacob, 2006.
- (8) K. Brysse, N. Oreskes, J. O'Reilly and M. Oppenheimer, « *Climate Change Prediction: Erring on the Side of Least Drama?* », *Global Environmental Change*, vol. 23, n°1, 2012, pp. 327-337.
- (9) Pr. David Griggs dans le documentaire « *Climate scientists reveal their fears for the future* », ABC News, 28 juin 2018.

REPENSER LE TRAVAIL



La notion de travail est ambivalente : elle est à la fois porteuse de destruction, lorsqu'elle s'inscrit au cœur du capitalisme, et pourvue d'un potentiel de création, si on la conçoit sous l'angle de la créativité humaine dans ses relations avec les autres et avec le milieu naturel, si on l'envisage au sein d'une société autonome que sera une société de décroissance. Ce couple destruction/création se retrouve dans l'espace sémantique qui lui est réservé : le casse-tête, la corvée, la peine, le mal, le devoir y côtoient l'œuvre, le chef d'œuvre, la mission, le soin, l'art. Cette ambivalence fut illustrée par le constat lucide qu'avait fait en son temps André Gorz : le vrai travail n'intervient que lorsque nous ne travaillons pas ! Le film *Ressources Humaines* de Laurent Cantet illustre parfaitement cette réalité. Il nous donne à voir un ouvrier, abruti par le travail répétitif de l'usine qui redevient, chez lui, créatif en réalisant des meubles pour sa famille. Il y a donc un « vrai » travail créatif, inventif, libre, maîtrisé, attrayant, soit un travail autonome, et un « faux » travail aliéné, subi, exécuté sous contrainte, marchandisé, salarié, divisé, dévitalisé, un travail-emploi (dont parlent le Medef et la plupart des politiques), soit un travail hétéronome. À bien y regarder, nos sociétés se structurent, sur le plan psycho-sociologique, autour de deux espaces, l'un hétéronome dans lequel les hommes ne définissent pas eux-mêmes leurs activités, l'autre autonome où ils agencent leurs propres lignes de conduites, leurs propres lois. Il est évidemment souhaitable que l'autonomie occupe progressivement le territoire de l'hétéronomie. Le travail-emploi, salarié, aliéné, exploité est une création du capitalisme. Si nous voulons en

sortir (et nous devons tôt ou tard en sortir pour des raisons sociales et écologiques), nous ne devons pas pour autant sous-estimer sa création, le travail, sans qui il n'aurait pas survécu. Se débarrasser du créateur mais récupérer sa créature. Ainsi, il nous faudra « nous mettre au travail » pour redonner au travail une forme essentiellement humaine, forme dont il n'aurait jamais dû se départir.

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL SUBI

Une voie doit être impérativement empruntée afin de donner de l'ampleur à la sphère de l'autonomie : la réduction du temps de travail (RTT). Travailler moins pour vivre vieux, pour vivre mieux, travailler moins pour partager le travail, travailler moins pour que chacun puisse travailler. Que faire du temps ainsi libéré ? Nous n'avons que l'embarras du choix. Prendre soin de soi, de celles et ceux qui nous entourent. Nous adonner aux activités qui ont du sens et qui nous permettent de nous reconnecter sur notre environnement social, politique et naturel. Il est grand temps de prendre le temps de prendre son temps sans pour autant se laisser enfermer dans le piège de l'individualisme exacerbé. La RTT doit être l'occasion de se réapproprier tous les enjeux politiques, elle annoncera le retour du politique, loin de la scène médiatique où il est vidé de son sens, mais au cœur de l'espace public que nous occupons quotidiennement. André Gorz estimait dans les années 1980 que la durée du travail avoisinait les 1.600 heures par an et par salarié. En une vingtaine d'années, par paliers, tous les cinq ans par

exemple, il serait concevable de ramener cette durée à 1.000 heures (soit une vingtaine d'heures par semaine) sans diminution du niveau de vie pour tous les salariés.

LE TRAVAIL DE QUALITÉ A UNE DIMENSION POLITIQUE

Mais il ne suffirait pas d'agir sur la quantité d'heures travaillées. Il conviendrait également de restaurer une vraie qualité du travail afin de le rendre plus attrayant. L'élargissement de la sphère de l'autonomie assurera la promotion du « vrai » travail. Subversive, la réduction du temps consacré au travail subi favorisera l'émergence d'un « travail pour soi » que l'on ne peut exécuter de manière idiote. La libération du travail est un préalable à la libération dans le travail. En somme, introduire et diffuser l'autonomie au sein de l'hétéronomie, ainsi que le suggérait Gorz. Dans de telles circonstances, les hommes seront en mesure de repenser la richesse. Ne pourraient-ils pas, à la manière de William Morris, la concevoir comme l'ensemble de ce que nous donne la nature et qu'ils devraient utiliser avec prudence ? Cette richesse n'engloberait-elle pas aussi les savoirs, les savoir-faire laissés en héritage par nos ancêtres ? Les moyens de communication libres, les œuvres d'art, la beauté que l'homme crée quand il est véritablement homme ne devraient-ils pas être également pris en compte ? Alors les hommes parviendraient à se poser les questions essentielles : que produire ? Quand ? Où ? Comment ? Pour qui ? La redéfinition du travail a une dimension politique. Des travailleurs qualifiés, émancipés, impliqués, responsabilisés, maîtres de leur activité seront à même de porter un regard avisé sur le gouvernement des hommes. Ils souhaiteront s'émanciper sans s'émanciper de la société. Une personne susceptible de s'autogouverner durant l'acte de production sera disposée à concevoir un autre cadre institutionnel et à construire une société autogouvernée, auto-organisée, la désaliénation économique ne pouvant s'accommoder d'une aliénation politique persistante. En conséquence, un travail plaisant autonome s'accompagnera d'un processus démocratique car l'autonomie de l'individu est indissociable de l'autonomie de la société. L'avènement d'un « âge de faire » exigera, avant tout, la réduction de la durée consacrée au labeur quotidien. L'être poétique, maître de son art, ne se reconstruira que s'il peut déployer sans précipitation son intelligence, que s'il sait à nouveau faire bon usage de la lenteur, solliciter conjointement ses facultés manuelles et intellectuelles, privilégier la polyvalence sur la spécialisation, sacrifier la quantité au profit de la qualité, convoquer le plaisir et l'émotion, restaurer l'autonomie de la volonté et celle de la pensée.

Le travail ne peut plus séjourner dans le cadre étroit et oppressif de l'économie. La sortie du capitalisme est indispensable et pour autant elle ne doit pas s'accompagner de la disparition du travail. L'homme ne peut se soustraire à la nécessité et aucune société humaine ne peut vivre sans organiser même succinctement la production matérielle. Celle-ci n'est concevable, aux yeux des objecteurs de croissance, que dans un cadre social collectivement et démocratiquement institué et dans le respect du milieu naturel. C'est donc à une double subordination de l'économie aux impératifs sociaux et écologiques qu'il faudra procéder. Il y a urgence !

Didier Harpagès

Illustration: Benjamin Tejero

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ET ACCÉLÉRATION DE LA DETTE ÉCOLOGIQUE

Quel lien entre le numérique et la dette écologique ? Le numérique c'est de l'immatériel entend-on depuis des années, économie de la connaissance paraît-il. Malgré quelques sensibilisations sur l'impact écologique d'internet et plus spécifiquement des datacenters, le numérique apparaît rarement comme un ensemble, polluant, aliénant et que l'on pourrait refuser.



De notre côté de l'hémisphère, tout va bien quand on ne connaît que l'usage de l'appareil, la partie visible de l'iceberg numérique. Analysé dans sa globalité, le numérique tel qu'il se développe actuellement entraîne accélération de l'extractivisme et accroissement de la dette écologique, entendue comme la dette contractée par les pays industrialisés envers les autres pays à cause des spoliations passées et présentes de leurs ressources naturelles, auxquelles s'ajoutent la délocalisation des dégradations et la libre disposition de la planète afin d'y déposer les déchets de l'industrialisation. En quelques chiffres, si le secteur informatique était un pays, il serait 3^{ème} en terme de consommation électrique. En 2020, le trafic planétaire devrait avoir triplé par rapport à 2017, pour 50 milliards d'appareils reliés au net. Le streaming vidéo prend une large part de cette augmentation récente, avec près des 2/3 du trafic internet⁽¹⁾.

Le numérique n'a rien de virtuel ou d'immatériel. Il nécessite toute une infrastructure contenant entre autres des câbles terrestres et sous-marins en cuivre, des gigantesques datacenters, des bornes wifi (la 3G consomme 15 fois plus d'énergie que le wifi, 23 fois plus pour la 4G) ... À chaque technologie son lot de désastres environnementaux. L'extraction de quelques dizaines de métaux rares nécessitent le recours aux énergies fossiles, le gaspillage d'énormes quantités d'eau, la destruction d'espaces naturels et le déversement de produits chimiques. Au Pérou, le gouvernement met tout en œuvre pour favoriser les multinationales d'extraction de cuivre, alors que la population souffre de pénuries en eau et que le pays est parmi ceux, avec le Mexique et le Chili, qui comptent le plus de conflits miniers. L'essor des TIC explique, selon Apoli Bertrand Kameni⁽²⁾, « le déclenchement, la fréquence et

ment bas, souvent inférieur à 1 % ». Les déchets électroniques se retrouvent souvent dans des pays d'Afrique, Ghana et Nigeria en tête.

Il est à présent fréquent de lire des articles qui mettent en garde sur l'empreinte écologique des serveurs, le poids des emails, des pièces-jointes, avec souvent une injonction pour les consommateurs d'adopter « les bonnes pratiques ». Les serveurs étant historiquement alimentés par des énergies fossiles, Greenpeace a fait campagne sur cette question, avec un classement annuel dévoilant les bons et mauvais élèves. Depuis, la firme Apple est fière d'annoncer que ses serveurs sont alimentés par des sources d'énergies renouvelables. Ces aménagements à la marge remettent bien peu en cause ce capitalisme numérique en marche.

Le développement des capteurs, objets connectés, algorithmes et intelligence artificielle, promus par médias, politiques et industriels, ne fait qu'accroître les nuisances, l'extractivisme et la prolifération de déchets électroniques, principalement au Sud de la planète.

Alors que l'impact environnemental des TIC est bien connu, la propagande du Green by IT, l'utilisation « responsable » du numérique à des fins « écologiques », perdure : l'optimisation par les outils et services numériques seraient facteurs d'efficacité et de sobriété. La transition écologique, vue par les pouvoirs en place (étatiques et industriels) s'avère être une opération de *greenwashing* opérant quelques aménagements par-ci par-là, et externalisant toujours plus les coûts écologiques de la technique rendus invisibles par la délocalisation de la production industrielle (extraction, pollutions, déchets). Ce déferlement technologique se fait au mépris des peuples, de leur santé, des communs.

la poursuite des conflits politiques et armés en Afrique » ces trente dernières années. L'extraction de tantale, de germanium, de cobalt en République Démocratique du Congo, ne sont pas pour rien dans les conflits qui rythment l'ancienne colonie belge. Et on pourrait continuer la liste longuement⁽³⁾.

Le mythe de l'économie circulaire et du recyclage total a également la vie dure, comme l'explique Philippe Bihouix⁽⁴⁾ : « Les déchets électroniques sont parmi les plus complexes à traiter : le taux de recyclage de nombreux métaux rares est ainsi ridicule-

Une approche *low-tech* de l'internet permettrait déjà de diminuer de 95% son impact environnemental, d'après Philippe Bihouix : en travaillant sur les équipements et leur sobriété, leur durée de vie, leur modularité, l'obsolescence, sur l'infrastructure en baissant les niveaux de performance, de mobilité. L'ingénieur proche du mouvement de la décroissance fait remarquer que l'intégralité du site wikipedia en anglais tient sur 9 gigaoctets, l'équivalent de deux films en format DVD.⁽⁵⁾

Des collectifs critiques du monde numérique ont vu le jour ces dernières années. Dans l'élevage, le collectif *Faut pas pucer* contre le puçage et l'industrialisation de leur métier, l'Appel de Beauchastel contre la numérisation de l'enseignement, ainsi que Technologos qui met en débat le système technicien dénoncé par Jacques Ellul, un des penseurs de la décroissance. « Écran total » rassemble des personnes travaillant dans l'élevage, l'éducation, le travail social, la médecine, la boulangerie, le maraîchage, la menuiserie ou les métiers du livre pour fédérer ce type de résistances. Pièces et Main d'Oeuvre analyse depuis plus de quinze ans le numérique et le monde hypertechnologique qui se prépare, en étant aux avant-postes à la technopole de Grenoble. Ils encouragent chaque technocritique à enquêter sur les méfaits des petites Silicone Valley près de chez eux. Tout comme un audit citoyen permanent permettrait de refuser les dettes illégitimes, pourquoi ne pas aller plus loin avec un audit intégral et une prise en compte de la dette écologique, notamment celle qui incombe au monde numérique?

Au-delà de savoir si les projets d'hyperconnexion seront matériellement faisables, n'attendons pas pour faire entendre nos voix discordantes au tout numérique. De la même manière que dénoncer l'aéroport de NDDL et son monde est un chemin en construction, osons déployer des alternatives au tout numérique⁽⁶⁾.

Robin Delobel

(1) *Socialter*, dossier "Internet va-t-il détruire la planète" numéro 24, novembre 2017
(2) Apoli Bertrand Kameni, « *Minerais stratégiques, enjeux africains* », Cairninfo.
(3) « Ruée sur le cobalt : le sous-sol congolais continue à aiguiser les appétits des multinationales », Jerome Duval, <http://www.cadm.org/Ruee-sur-le-cobalt-le-sous-sol>
(4) Philippe Bihouix, Benoît de Guillebon, *Quel futur pour les métaux ?*, EDP, 2010, et *L'âge des low tech, vers une civilisation techniquement soutenable*, Seuil, 2014.
(5) *Socialter*, novembre 2017, *ibid*.
(6) C'est dans ce cadre aussi que nous avons fait une lettre ouverte au Bourgmestre de Watermael-Boitsfort, du parti écolo. Voir <http://www.kairospresse.be/article/lettre-ouverte-ceux-qui-se-disent-ecolos-mais-ne-resistent-pas-au-progres>.

LA PUB POUR LA VOITURE CONTINUE À TUER...

Le dossier du n°32 de *Kairos* de novembre 2017, s'intitulait « Vive la Bagnole ». Ce titre provocateur montrait combien régnait dans notre société une « *idéologie sociale de la bagnole* », si bien dénoncée par André Gorz⁽¹⁾. Si l'automobile a pu envahir aussi profondément nos imaginaires, nos villes et nos campagnes, il est évident que ce fut rendu possible par l'omniprésence du matraquage publicitaire. Ainsi, lors du Colloque LISA⁽²⁾ (*Light and SAfe car* - voiture légère et sûre) qui s'est déroulé à Bruxelles le 10 novembre 2017, Pierre Lannoy, sociologue à l'ULB déclarait: « *Il n'y a pas 5,7 millions de voitures en Belgique, mais 100 ou 1.000 fois plus: des murs des villes jusqu'à nos salons, elles sont partout* ».

Le projet LISA Car a l'objectif suivant : « *La masse, la puissance, la vitesse de pointe et la conception de la face avant des voitures doivent être réglementées afin de limiter leur dangerosité et leurs émissions de CO₂ et de polluants* ». Les porteurs de LISA veulent ainsi « *porter efficacement remède à l'effroyable carnage que produit chaque année le trafic routier sur les seules routes belges : 730 tués, 4.200 blessés graves et plus de 2.300 morts du fait de la pollution de l'air* »⁽³⁾.

LA PERVERSITÉ DE LA PUB AUTOMOBILE

Peut-on croire que les constructeurs automobiles répondront à cette interpellation faisant appel à leur éthique, suivant en cela les règles concernant la publicité pour les produits nocifs : alcool, tabac et... automobiles⁽⁴⁾ ? La réponse devrait se trouver dans le type de publicité qu'ils développent de nos jours. Or, Pierre Ozer, chercheur au Département des Sciences et Gestion de l'Environnement de l'Université de Liège, a réalisé une étude⁽⁵⁾ très détaillée sur le sujet : « Présence de la publicité automobile dans la presse écrite belge : Analyse des quotidiens *La Libre* et *Le Soir* et des hebdomadaires *Trends-Tendances* et *Le Vif-L'Express* ».

P. Ozer a mené un véritable travail de bénédictin : dans les deux quotidiens et deux hebdomadaires précités, l'année 2006 a été entièrement passée en revue en ce qui concerne la présence des publicités pour automobiles. Les données ont été systématiquement recueillies quant au nombre de pages des publications, le nombre et la taille des publicités automobiles, les émissions de CO₂ des automobiles vantées par ces publicités.

Les résultats montrent la très grande présence de la publicité automobile dans la presse généraliste. Dans *La Libre*, la publicité pour les automobiles est apparue à 207 reprises pour un total de 129 pages, soit 0,8% du quotidien. Les résultats obtenus dans *Le Soir* sont supérieurs à ceux de *La Libre* : la publicité pour les automobiles y est très présente, 432 pubs pour un total de 218 pages, elle représente 1,5% de l'ensemble du quotidien. Dans l'hebdomadaire *Le Vif-L'Express*, la publicité automobile représente 4,4% de l'ensemble de l'hebdomadaire. La publicité (tous domaines confondus) dans *Le Vif-L'Express* représente 25,7% du volume total de publication, cela revient à dire que le secteur automobile représente 17,1% du total de la publicité diffusée dans cet hebdomadaire. *Trends-Tendances* présente une situation assez similaire au *Vif-L'Express* même si la publicité automobile y est légèrement moins visible avec 3,9% de l'ensemble

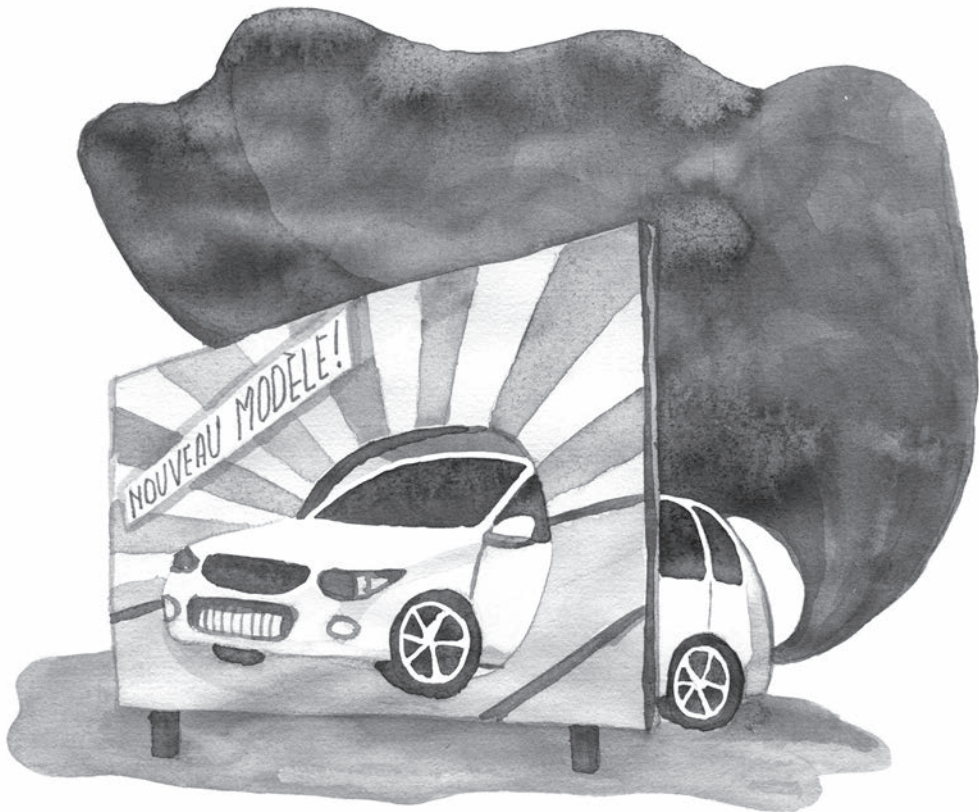


Illustration: Dina Melnikova

des pages (27,2% du volume total de publication, avec une publicité pour l'automobile de 14,4% du total de la publicité).

Mais le chercheur a été plus loin : il a comptabilisé les émissions de CO₂ des voitures pour lesquelles les constructeurs faisaient de la pub. Les résultats sont éloquentes : les pubs sont en grande majorité dirigées sur les véhicules de haut de gamme, les plus puissants, donc les plus émetteurs de CO₂. Dans un des multiples graphiques réalisé par P. Ozer, celui de *Trends-Tendances*, on constate un total décalage entre les voitures achetées par les Belges et celles pour lesquelles on trouve les pubs dans les médias. Heureusement que les citoyens n'écoutent pas tous les publicistes (ou n'ont pas assez d'argent pour le faire...), sinon nous aurions un parc automobile composé uniquement de grosses bagnoles hyper polluantes.

Le paradoxe est que tout en vantant préférentiellement les modèles les plus polluants, la pub le fait avec des images de voitures dans des décors naturels sublimes, avec des arguments pseudo-écologiques. Le *greenwashing* est donc omniprésent dans ce secteur.

LE MENSONGE COMME LIGNE DE CONDUITE

Les constructeurs mènent leur propagande en occultant soigneusement d'évoquer les dangers que leurs produits représentent pour l'environnement, la santé et l'intégrité physique des personnes. Pire encore, le *dieselgate* (qui ne se limite pas à Volkswagen) prouve qu'ils n'hésitent pas à mentir, à tricher pour fourguer leurs machines « meurtrières ». Ce qualificatif peut paraître exagéré et pourtant, quand on calcule le nombre de morts provoqués rien qu'en Europe par les particules fines et NOx émis frauduleusement grâce aux logiciels truqueurs, on peut dire que tous les terroristes sont de gentils amateurs à côté de nos fabricants de voitures.

Alors que les discours sur la nécessaire limitation de l'utilisation des ressources naturelles sont

sur toutes les lèvres, les faits vont dans la direction diamétralement opposée. La pub a permis l'augmentation du poids, de la puissance et de la vitesse de pointe des voitures. Elle ne nous montre que des véhicules dont la face avant, inspirée de celle des «4X4», est de plus en plus agressive, avec même parfois des pare-buffles (ces vilaines bêtes qui abondent dans les rues de nos villes).

Lors de nos recherches sur ce phénomène de la publicité automobile, nous sommes tombés sur une carte blanche parue dans *Le Soir* en 2007⁽⁶⁾. Déjà, on y trouvait entre autres la signature de plusieurs de ceux qui écrivent dans *Kairos*. Sous le titre « Pas de pub pour les transports polluants ! », ils plaidaient pour l'interdiction de ce « *pousse-au-crime* ». Leur appel : « *En 2006, plus de 200 millions d'euros ont ainsi été investis en Belgique dans la publicité pour les transports fossiles. Cette aberration dangereuse doit être stoppée! Une pétition, accompagnée d'une proposition de loi soutenue par un collectif d'associations (www.stoppubauto.be), demande l'arrêt de ce type de publicité pour des produits et services devenus dangereux* », reste hélas plus d'actualité que jamais et il est loin, très loin, d'avoir été entendu par ceux qui décident en notre nom. Normal donc qu'en 2018 le combat soit relancé, avec les nouveaux outils de communication comme une vidéo sur youtube⁽⁷⁾, par le collectif « Action antipub "La voiture tue" ».

Alain Adriaens

(1) Gorz André, « L'idéologie sociale de la bagnole », *Le Sauvage*, 1973. <http://carfree.fr/index.php/2008/02/02/lideologie-sociale-de-la-bagnole-1973/>. Voir aussi son « Interview anachronique », *Kairos* novembre-décembre 2017.

(2) www.lisacar.eu.

(3) <http://www.iewonline.be/La-voiture-de-demain-Le-dossier-qui-interpelle-l-ethique-des-constructeurs>.

(4) La Directive européenne 1999/94/CE du 13 décembre 1999 « concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves », prévoit que des informations précises sur les émissions de CO₂ doivent être systématiquement présentes dans les publicités des véhicules neufs.

(5) https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/775/1/http___www.cybergeoeu_index18862.html.pdf.

(6) <http://www.respire-asbl.be/spip.php?article376>

(7) https://www.youtube.com/watch?time_continue=18&v=GW4DrmjxaXk



Peu connu en Europe, le sociologue québécois Michel Freitag (1935-2009) a laissé une œuvre utile pour comprendre l'anthropologie de l'Occident. Ce collectif de quatorze auteurs explore en tous sens, dans une langue universitaire, le concept de liberté dans ses liens avec le libéralisme. Freitag voyait dans la face *négative* de la liberté – soit la liberté libérale – la source de beaucoup des maux de nos sociétés. Au contraire fallait-il reconsidérer « *l'objectivité du monde commun* », l'importance des représentations partagées et de la contrainte comme moment dialectique, la responsabilité plutôt que l'émancipation, la domination et l'aliénation sous le masque de la liberté individuelle et d'« *une multitude indéfinie de formes de vie incommensurables, réifiées et absolutisées* » (p. 122). Dans un des articles les plus intéressants du livre, J.-F. Filion préconise la « *pérennisation des médiations culturelles-symboliques et politico-institutionnelles [pour] en finir avec les processus destructeurs de la globalisation capitaliste* » (p. 141), cette « *forme de nihilisme actif* » (p. 146). Synthétiquement, l'essai est un appel à revaloriser la liberté *positive* comme participation humaine au métabolisme de la biosphère et à l'ordre symbolique de la société, en reconnaissant que quelque chose nous préexiste et nous dépasse. Pas de *tabula rasa* au programme, il faut au contraire garantir une certaine continuité avec l'ordre actuel tout en retrouvant « *des formes de vie antérieures à notre mode de développement* » (p. 226). Si pas encore convaincus : « *L'application aux rapports sociaux des principes de la liberté individuelle n'a pas eu pour les individus les heureuses conséquences qu'elle annonçait mais elle a eu pour l'humanité des conséquences désastreuses qu'elle n'annonçait pas* » (p. 423). À lire pour commencer à sortir de l'impasse du libéralisme culturel.

Daniel Dagenais (dir.), *La liberté à l'épreuve de l'histoire. La critique du libéralisme chez Michel Freitag*, Liber, 2017, 465 pages.
B. L.



les savanes africaines jusqu'aujourd'hui. Il démontre que la taille du cerveau a permis à ce primate, principalement végétarien, de se transformer en chasseur-cueilleur pratiquant une chasse en groupe comme le loup qui, lui, disposait à la fois des crocs et d'un comportement coopératif inné.

Cet avantage est devenu un problème dès le néolithique. Il a commencé à scier la branche sur laquelle il est assis : l'environnement naturel dont dépend sa survie. Le temps nécessaire à assurer sa nourriture est passé de quelques heures par jour comme chasseur-cueilleur à une activité diurne permanente comme agriculteur-éleveur. Son gros cerveau était devenu un handicap qui lui a permis d'inventer des technologies de plus en plus destructrices de son milieu. Aujourd'hui le monde est engagé dans un cul-de-sac qui semble bien, avec l'extinction massive des espèces, marquer une période géologique, l'anthropocène.

Selon Jouventin, notre gros cerveau, colonisé par des croyances irrationnelles et coincé par les instincts primaires semble incapable d'envisager collectivement la seule solution possible : réduire la population mondiale. Si demain la natalité était réduite à un enfant, dès 2050 il y aurait 1 milliard d'humains en moins. En 2100 nos descendants ne seraient plus que 1,6 milliard à partager une superbe planète avec toutes les autres formes de vie plutôt

que les 9 à 10 milliards qui achèveront de ravager la planète d'ici 2050 si l'on ne fait rien.

Pierre Jouventin démontre une nouvelle fois sa capacité d'analyse rigoureusement factuelle. Ce sont de solides bases de réflexion pour ceux qui cherchent un avenir désirable pour leur descendance.

Pierre Jouventin, *L'homme, cet animal raté. Histoire naturelle de notre espèce*. Libre et Solidaire, 2016, 232 pages.
Jean-Pierre Wauters



Auteur libertaire, Ardillo explore ici les rapports contrariés que l'anarchisme historique entretenait avec le malthusianisme, la science, l'urbanité, la nature. Il passe en revue les principaux penseurs anarchistes (Kropotkine, Reclus, Prudhommeaux, Bookchin, Landauer), ainsi que des Espagnols moins connus pour montrer l'attitude ambiguë de la plupart d'entre eux vis-à-vis des lanternes du Progrès, de la Science et de la Technique, trop souvent vues par eux comme des supports, voire des conditions pour obtenir le Graal de la liberté. Ainsi Reclus souhaitait l'extension des villes, Kropotkine aimait la nature et l'industrie, mais Landauer n'était pas dupe de la dialectique marxiste et de l'aliénation due au Progrès. L'auteur convoque également Mumford, Ellul, Illich et A. Huxley dans le débat. Le premier voulait, au nom de l'autonomie et de la liberté, sauver la civilisation des forces de destruction qu'elle avait elle-même engendrées. Le second appelait à une révolution nécessaire contre le système technicien. Le troisième proposait une généalogie critique du Progrès, Progrès dont le quatrième avait fait son deuil au long de ses ouvrages. Tout libertaire conséquent ne peut que réclamer la sortie de l'industrialisme, pas son aménagement : « *Le travail consistant à savoir ce que nous devons aujourd'hui refuser demande déjà un effort considérable. La simple négation de la société industrielle et de son ambition totalitaire peut déjà être un point de départ pour rassembler les sensibilités.* » (p. 192). En conclusion, Ardillo interroge, pour en douter, la possibilité d'un « anarchisme de l'abondance » auquel croyait Bookchin. Un très bon ouvrage d'analyse historico-idéologique.

José Ardillo, *La liberté dans un monde fragile. Écologie et pensée libertaire*, L'Échappée, 2018, 246 pages.
B. L.



Il n'est pas trop tôt pour entreprendre l'examen de la nature réelle du nouveau régime qui s'est mis en place avec Emmanuel Macron. Le philosophe Harold Bernat s'y adonne avec brio. Ceux qui cherchent du commentaire facile refermeront le livre rapidement ; mais ceux qui persévèrent goûteront aux joies d'une compréhension pénétrante. « L'avènement Macron » est un phénomène presque inqualifiable, au sens propre du mot. Nous sentons bien que quelque chose ne tourne pas rond avec cette figure politique (?), mais quoi ? Il incarne précisément la fin du politique au profit d'un « *pouvoir automate* » indifférent aux valeurs, le simulacre remplaçant la fonction de gouverner au travers de « *l'élaboration de nouvelles stratégies de dissuasion dans un univers de simulations* » (p. 41) et d'« *insignifiance généralisée* » (p. 54). La société civile, celle qui établit une « *forme de domination et d'appropriation individuelle* » (p. 89) est promue au détriment de l'État. Hélas, la réponse citoyenne n'est pas à la hauteur des enjeux. Les individus se voient en concurrence les uns avec les autres, ne perçoivent plus la vanité de leurs fins, barbotent dans des significations collectives pauvres ne les empêchant pas d'être parfaitement adaptés à leur

milieu, grâce à leur hyper-pragmatisme. Bernat ajoute que dorénavant « *penser, ce n'est plus défier l'existant, mais exprimer l'opinion commune en y ajoutant un surcroît d'opinion personnelle* » (p. 115). Cet essai brosse le tableau sombre d'un « *recul infra-politique de notre capacité à nous remettre en question* » (p. 129) dont Macron est le visage mi-ange, mi-démon.

Harold Bernat, *Le néant et le politique. Critique de l'avènement Macron*, L'Échappée, 2017, 157 pages.
B. L.



Des vidéos tentant de sensibiliser le grand public aux graves menaces que la logique du « *toujours plus* » fait peser sur l'avenir de l'humanité, on en a déjà vues beaucoup... Dans *Face aux métamorphoses du monde*, les belles images, parfois effrayantes, alternent avec des prises de parole édifiantes de Bénédicte Manier, Olivier De Schutter, Roger-Pol Droit, Pascal Chabot, Pablo Servigne. Ceux-ci ne se contentent pas de dénoncer les dégradations environnementales sans en rechercher les causes. Aveuglement sur les risques démographiques et inégalités sociales croissantes sont pointés comme à la source du fait que nos sociétés foncent vers le mur sans songer à freiner. On comprend ainsi que nous sommes face à une crise de civilisation mortelle que seule une révision profonde de nos modes de vie pourra éviter (retarder?). Les optimistes placeront leurs espoirs dans les actions citoyennes dans le cadre de la transition, les pessimistes retiendront la mise en œuvre d'initiatives à même de faciliter la résilience après l'effondrement.

Sortir d'urgence du modèle productiviste/consumériste est la conclusion qui s'impose à la vue de cette vidéo produite par les organisations laïques francophones pilotées par Jean Cornil.

***Face aux métamorphoses du monde*, dir. Jean Cornil, Centre laïque de l'audiovisuel (CLAV), Centre d'action laïque (CAL), Présence et action culturelle (PAC), 2018, 28 minutes, en ligne sur https://www.youtube.com/watch?time_continue=1137&v=vSNRfJ30I9g.**
A.A.



Si l'idéologie de la croissance doit être combattue, Bernard Charbonneau considèrerait que le terme était réducteur, ne s'arrêtant qu'à l'aspect économique du problème. Il y préférerait le concept de développement et nommait la période d'industrialisation « La Grande Mue de l'humanité », dont il fit toute sa vie la critique. Écrivant dans les années 30 avec son ami Jacques Ellul « Directives pour un manifeste personnaliste », les deux compères se firent précurseurs d'une démystification du productivisme, sans considérer toutefois qu'une plus grande égalité et une révolution politique allaient globalement régler le problème : « *Ce n'est pas la forme d'un gouvernement qui fera changer la route de cet événement universel qu'est la technique* ». Charbonneau voyait dans l'industrie un fait total qui demandait une réponse radicale, « civilisationnelle ». Il prédisait aussi l'écofascisme à venir, dès lors que les experts et politiciens, devant une décroissance subie, n'auraient plus guère le choix devant la raréfaction des ressources, que d'encore mieux contrôler leur répartition inégale. Il anticipait ainsi l'indifférenciation politique que nous connaissons, où les gouvernements se valent plus ou moins, soutenant tous la croissance et induisant les mêmes effets sur l'homme et la nature. Le grand intérêt de Charbonneau, qui le distingue de ses contemporains et dont on devrait tirer enseignement, c'est sa sensibilité et son rapport concret avec la nature, qui

nous rappelle ainsi Georges Orwell. Charbonneau souligna les risques que l'organisation productiviste de la société faisait peser sur la liberté. Il a toute sa place comme penseur de la décroissance, et la présentation qu'en fait Daniel Cérézuelle est une formidable synthèse qui donne l'envie de la découverte.

Daniel Cérézuelle, *Bernard Charbonneau ou la critique du développement exponentiel*, *Le passager clandestin* (coll. Les précurseurs de la décroissance), 2018, 105 pages. A.P.



Guide iconoclaste de la Belgique, BD, manuel d'ethnologie inversée, éloge du vélo, de la simplicité et du bien-vivre, voilà ce que représente *Le tour de Belgique de Monsieur Lou*. Parti sur sa bécane arpenter la Belgique, Monsieur Lou répond au rêve (ou comble en partie la frustration) de beaucoup de Belges qui, malgré la petitesse de leur territoire, pratiquent le sur-place territorial – qui n'empêche pas les vols low-cost et les all-inclusive – et connaissent peu leur pays pour ne l'avoir que rarement jalonné. Rempli d'humour belge (on se comprend) comme on l'aime,

donc d'autodérision, donc plein de grandeur parce que plein d'humilité, le livre de Monsieur Lou est aussi empli de poésie, avec ses pleines pages, comme après le vacarme d'un carnaval de Binche, qui suffisent à dire sans mots. Le trait est simple, souple, plein d'invitations à l'imagination. Tout ce qu'on a envie après cette lecture, c'est d'enfourcher sa bécane pour le voyage, voir ce qu'est vraiment notre petit pays et, serein, se boire une bonne bière en fin de journée.

Le Tour de Belgique de Monsieur Lou, Grand Braquet & Rue de l'Échiquier, 2018, 128 pages. A.P.

AGENDA



LE 5 ET 19 MAI 2018

**KAIROS
AURA UN STAND
À LA FÊTE DES FLEURS,
FESTIVAL DES ARTS
DANS LA RUE ET
AU STEENROCK**



DIALOGUES EN HUMANITÉ

**1^{ère} édition à BRUXELLES,
les 30 juin et 1^{er} juillet 2018 au Parc Josaphat
à Schaerbeek**

Un festival citoyen sous les arbres pour dialoguer, interroger les défis de notre époque, explorer les audaces nécessaires pour changer de voie, retrouver confiance en l'avenir et l'envie d'agir ensemble

2 journées ouvertes à toutes et tous pour penser l'avenir de notre humanité, à travers de multiples activités dans le Parc Josaphat
Un espace d'échange festif, libre et gratuit

De 10h à 22h, plus d'infos sur <http://dialoguesenhumanite.be>





Retrouvez notre enquête
"Bienvenue en ploutocratie :
Kazakhgate, Afrique, réseaux...
le MR à tous les étages",
sur www.kaiospresse.be

Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre : celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. C'est le prix d'une vie décente... pour tous!



DES LECTEURS NOUS PROPOSENT PARFOIS D'ALLER À LA RENCONTRE DES LIBRAIRES POUR PRÉSENTER ET FAIRE DÉCOUVRIR KAIROS, DANS L'OBJECTIF QU'ILS NOUS DISTRIBUENT. VOUS ÊTES NOTRE MEILLEUR RELAIS ! NOUS CHERCHONS DONC DES LECTEURS EN BELGIQUE, FRANCE, SUISSE, POUR PRÉSENTER KAIROS À LEURS LIBRAIRES PRÉFÉRÉS. CONTACTEZ-NOUS À [INFO@KAIOSPRESSE.BE](mailto:info@kaiospresse.be), NOUS VOUS ENVERRONS DES ANCIENS NUMÉROS ET UN PETIT MOT EXPLICATIF À L'ATTENTION DES LIBRAIRES.

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRI0BEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kaiospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour un an et 6 numéros)
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!